HISTORIA
magazine

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 255 France 3 F
Belgique 38 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



ESPOIR DE PAIX : LA FRATERNISATION



DEUX GOUVERNEMENTS : PARIS ET ALGER

Jean FONTUGNE

LE ralliement de la Corse aux insurgés d'Alger, le 24 mai, ouvre pratiquement, en métropole, une nouvelle crise, qui se prolongera jusqu'à la fin du mois.

Certes, la France a toujours un gouvernement. Mieux, à l'Assemblée nationale, le débat consacré à la révision constitutionnelle donne 408 voix au président Pierre Pflimlin contre 165. Une majorité que n'obtiendra pas le général de Gaulle lors de son investiture, le 1er juin 1958.

Mais que représentaient les derniers députés de la IVe République? La gauche, unie lors des votes, se retrouvait divisée quant aux pouvoirs à confier au président du Conseil. De plus, le ministre de l'Intérieur, Jules Moch, ne peut compter ni sur l'armée ni sur la police. L'immense majorité des Français est entretenue, par la presse et la radio, dans la crainte du déclenchement de la guerre civile : le secret du plan « Résurrection » a été, volontairement ou involontairement, dévoilé. Le général de Gaulle apparaît maintenant, de plus en plus, comme seul capable d'arbitrer le conflit entre Paris et Alger. C'est vers lui que se tournent, après Antoine Pinay, les chefs des partis, Guy Mollet, Vincent Auriol, puis finalement et officiellement, le président René Coty.

Enfin, quelques communiqués en provenance de Colombey ajouteront à la confusion.

En Algérie, le général Salan, qui détient les pouvoirs civils et militaires, demeure en contact avec Pflimlin par liaisons télégraphiques.

Un Comité central de salut public, Algérie-Sahara, présidé par le général Salan, est constitué, le 23 mai, à Alger, à la veille du débarquement en Corse. Une intense activité de propagande, marquée par de nombreuses manifestations de fraternisation, laisse espérer la fin prochaine de la guerre, tandis que les chefs du F.L.N. raidissent leur attitude et ordonnent à l'A.L.N. de reprendre activement le combat, en particulier à la frontière algéro-tunisienne.

J. F.

NOTE DE LA RÉDACTION :

Historia Magazine publie simultanément deux hebdomadaires : « La Guerre d'Algérie » et « 2e Guerre Mondiale ». Le numéro de série de chacune de ces publications figure dans le cartouche de couverture et précède l'annonce du sommaire. La numérotation paire du magazine est réservée à la 2e guerre mondiale, la numérotation impaire à la guerre d'Algérie. Exemple : nº **240** « 2e Guerre Mondiale » (dans le cartouche nº **1**), nº **241** « La Guerre d'Algérie » (dans le cartouche nº **47**), nº **242** « 2e Guerre Mondiale » (dans le cartouche nº **2**), nº **243** « La Guerre d'Algérie » (dans le cartouche nº **48**), etc.

Sommaire nº 54 - Historia magazine nº 255

Couverture : Photo Caron/Paris-Match

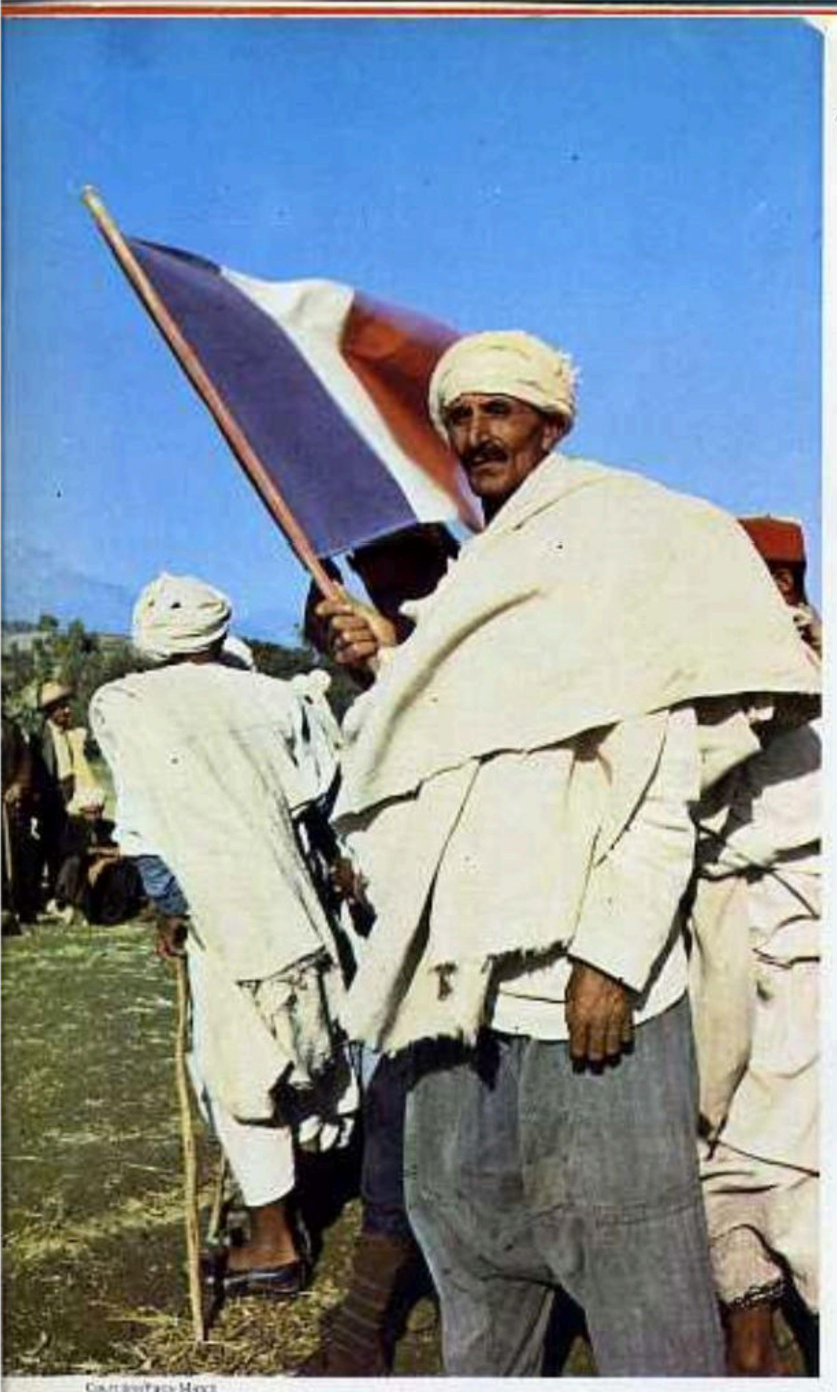


LE FORUM DE LA FRATERNISATION

16 mai 1958 : soudain, sur le Forum d'Alger, c'est la réconciliation des Européens et des musulmans d'Algérie. L'armée a conçu cet événement qui va ébranler l'opinion internationale, troubler ceux qui pensaient que le fossé était irrémédiable entre les deux communautés.

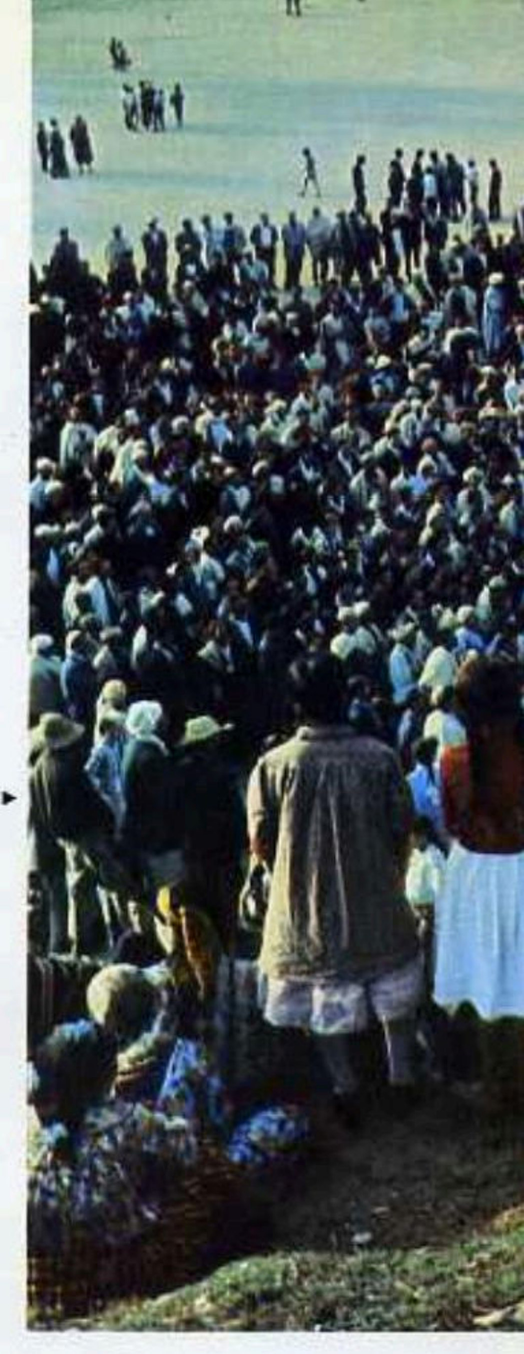
Et puis, le 16 mai, « ils » sont venus. Au moment où on les attendait le plus. Au moment où il fallait qu'ils vinssent donner au 13 Mai sa véritable dimension.

C'était un soir comme les autres, depuis trois jours. Un soir de foule sur le Forum. Un soir de liesse. Les généraux Salan et Massu avaient été acclamés à perdre haleine. On avait lu au balcon une cascade de communiqués, qui arrivaient de tous les points d'Algérie, qui annonçaient la création des comités de salut public de Victor-Hugo ou de Rio-Salado, de Taine ou de Boughzoul, de Tefeschoun ou de Dollfusville. Tous ces noms lancés au micro battaient sur le Forum comme le pouls d'une Algérie qui ▶



Courtesy Paris Match

◄ « Ce ne sont pas *des* musulmans, ce sont *les* musulmans que nous voulons voir au Forum », déclare Massu à Godard dès le soir du 13 mai. Cent vingt ans de présence française ont créé des liens qui viendront renforcer l'action des officiers. C'est brusquement, derrière les anciens combattants et leurs drapeaux, le *rush* de ceux qui croient encore à la paix française.



Ils arrivent des douars ► que certains – les femmes en particulier – n'ont pas quittés depuis quatre ans. On a parlé de paix. Seuls ceux qui ont vécu le cauchemar de ces 1 300 jours de malheur, de sang, de larmes, savent ce que paix veut dire. Au point qu'ils en oublient « avant » et les revendications parfois légitimes que clamait le Front de libération nationale.

soudain, on vit la Casbah monter vers le G.G. en masses profondes

renaissait, après quatre années d'agonie. Il ne s'agissait plus d'attentats, d'embuscades, de violence ni de haine.

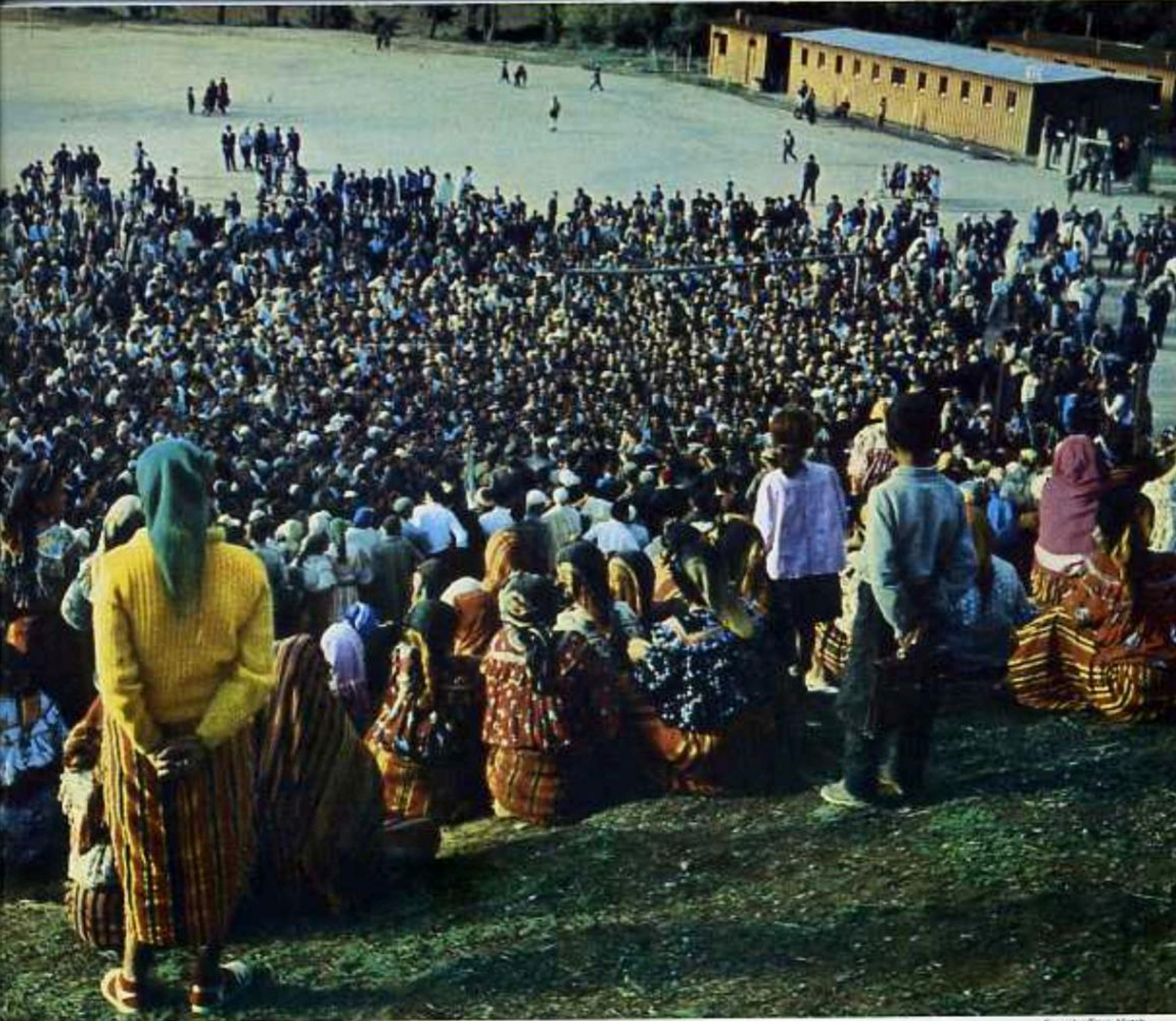
Il s'agissait de villages minuscules, criant eux aussi sur le Forum leur foi en la France !

A un moment, on demanda à la foule de vouloir bien se déplacer vers les jardins, pour faire place aux nouveaux arrivants. Depuis le début de l'après-midi, la voix de Montigny, grand prêtre des micros, annonçait qu' « il y aurait du nouveau » et que « nos frères musulmans » allaient venir sur l'esplanade. On n'y croyait pas tout à fait. On se disait : « Il en viendra, bien sûr, quelques-uns. Les anciens combattants de service, avec leurs décorations, leurs drapeaux et un patriotisme qui date de Verdun ! »

Mais les autres ? Les plus jeunes. Ceux qu'on ne voit plus nulle part, ceux dont les regards se détournent au passage, ceux qui se terrent les jours de « ratonnade » et dont on ne sait plus à quel moment ils sont sincères, quand ils sont attentistes, quand ils sont sympa-

E.C.P.A.




Cosmidis/Paris-Match

thisants du F.L.N., ou quand ils clament leur attachement à la France !

« Ce soir, nos frères musulmans seront parmi nous, sur ce Forum ! » Bien sûr... Chacun pensait : « Bien sûr », en se demandant par quelle opération du Saint-Esprit ceux qui n'avaient qu'un mot à la bouche, la « peur », allaient braver soudain le F.L.N. et son train pour venir faire la « fechta », crier « Vive Massu ! » ou « Vive l'Algérie française ! » au son des *Africains* ou de *Sambre-et-Meuse*.

— Faut pas pousser !

— On ne croit plus au père Noël !

La « bataille d'Alger » n'était pas encore oubliée. Ni les morts du Milk-Bar ni ceux de la rue de Thèbes. Et les spécialistes en analyses approfondies attendaient, la pointe Bic en suspens, le moment d'écrire, avec on ne sait quelle secrète délectation : « On avait annoncé la venue massive des musulmans au Forum. Il en vint une poignée. Peut-on parler dès lors de fraternisation ? » Bref, beaucoup pensaient qu'on pouvait évidemment grouper quelques « frères », mais que le côté factice de l'entreprise apparaîtrait inévitablement.

◀ **Par camions, *ils* arrivent sur le Forum. On leur a dit : « Tout va changer. La guerre, c'est fini ! » Ils n'en demandent pas plus. Pour eux, la guerre a été si meurtrière qu'ils ont la crédulité des désespérés. La France ? Elle est encore bien vivace !**

Les voilà !

Puis, soudain, dans la perspective du monumental escalier du Forum, on vit d'abord la Casbah qui arrivait en masses profondes. Au fur et à mesure que ces masses montaient sous leurs banderoles et leurs drapeaux, d'autres affluaient par le boulevard Pasteur. Il y eut d'abord un silence extraordinaire. « Ils » étaient donc venus ! « Ils » étaient là !

— Reculez-vous, faites place à nos frères musulmans !

Alors éclata la formidable clameur des pieds-noirs. Dans une tempête d'ovations, les musulmans venaient vers eux, prenaient place sur le Forum, puis, quand il n'y eut plus un centimètre carré vacant, on ouvrit les grilles du G.G. pour que la foule se massât jusqu'au pied du perron. Mais les musulmans montaient toujours, et le peuple d'Alger dut déborder vers le haut, vers les jardins de la Bibliothèque nationale.

— Poussez-vous... Laissez passer...

On laissait passer... Comme les eaux se mêlent, Européens et musulmans se retrouvaient là, au coude à coude, banderoles contre banderoles, d'abord bouleversés, un peu tendus, craintifs aussi. Dans cette foule qui débarquait de la Casbah, si quelque kamikaze avait préparé sa grenade ou sa bombe ?

Au balcon, là-bas, la voix d'Auguste Arnould lança soudain vigoureusement : ▶

et ce soir-là, Godard, Sirvent, Trinquier pensent avoir gagné !



— Faites dans la foule des chaînes d'amitié ! Donnez-vous la main ! Levez vos mains jointes !

Alors, sur toute l'étendue de l'esplanade, voilà que les mains se lèvent, celles des musulmans dans celles des Européens. Pour la première fois depuis quatre ans, on associe les musulmans à une telle manifestation de foule. Nettement entraînés dans le mouvement, ils chantent *la Marseillaise*, le *Chant des Africains*, et, comme si le naturel revenait au galop, les voilà qui plaisantent, se marrent avec les Européens et disent : « C'est comme avant ! »

Le couteau, la taille et la gabelle

Leur nombre ? Comment l'évaluer ? Disons que le Forum fait un hectare au maximum. A trois individus au mètre carré, il y avait là, ce soir du 16 mai, 30 000 personnes, dont un tiers de musulmans. Sans parler de ceux de la cour, devant le G.G., de ceux qui attendaient encore dans les grands escaliers qui montent du monument aux morts, de ceux qui avaient débordé dans les jardins supérieurs.

Les raisons psychologiques du fait ? En première analyse, on écrivit que ce n'était pas la première fois que les foules de ce pays se soumettaient à l'événement sans autre calcul que la réaction instinctive de suivre un courant !

Dans les jours qui suivirent, il faudrait, bien sûr, repenser tout ça !

Mais, pour l'heure, voilà que Massu surgit au balcon et d'une voix de stentor, lance son appel à la population musulmane :

« Le Comité de salut public enregistre avec fierté l'émouvant rassemblement des populations musulmanes autour des comités locaux qui se sont spontanément constitués sur l'ensemble du territoire algérien.

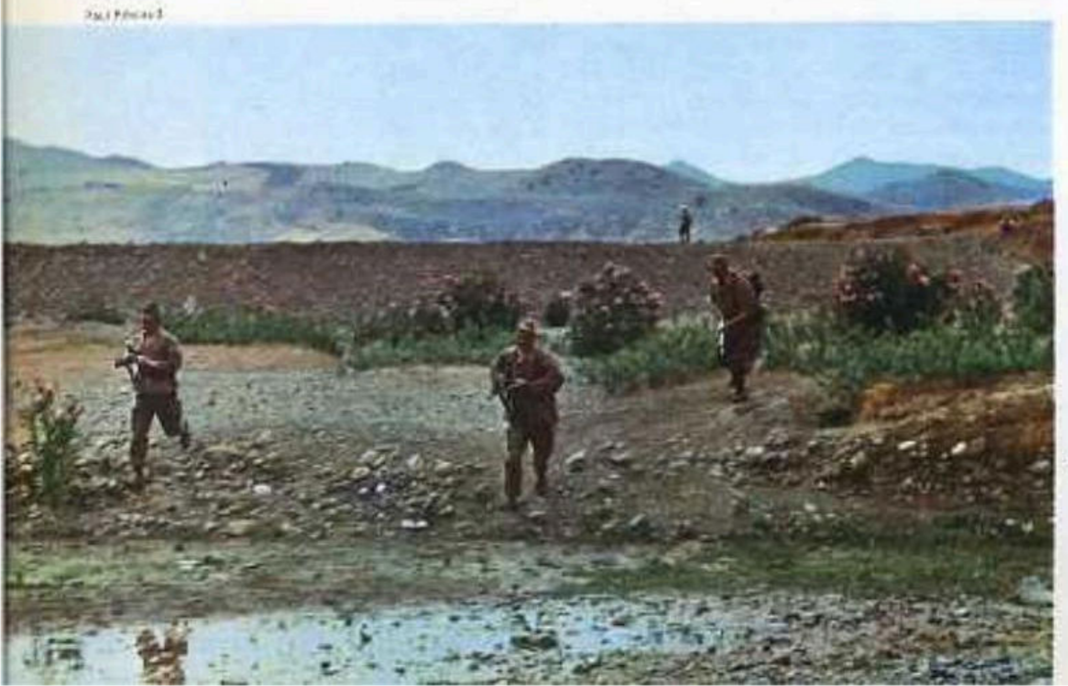
» Ces hommes qui ouvrent à leurs compatriotes le chemin de l'intégration ont droit à la reconnaissance de la patrie. Nous leur demandons de persévérer dans les comités locaux et dans l'action engagée, en rassemblant autour d'eux les populations encore indécises qui, hier encore, s'interrogeaient sur l'irrésolution de la France.

» Qu'ils sachent que la France ne les abandonnera jamais. Tous ensemble nous jetterons hors de notre territoire l'ennemi au service de l'étranger. Nous construirons une Algérie libérée de la peur. Une Algérie fraternelle et humaine, où les mots d'égalité, de fraternité et de justice recouvreront tout leur sens.

» Nous tous qui avons pris le combat pour affirmer la permanence de la France en Algérie nous en faisons, ici, le solennel serment ! »

Ce jour-là, trois officiers regardent le spectacle, avec le sentiment que cette fois, c'est gagné. Et que cette victoire avait été portée par des ailes bien incertaines : Godard, Trinquier et Sirvent.

Il y a quelques jours encore, le colonel Godard occupait son bureau du palais Bruce, dans la Casbah. Le capitaine Sirvent, celui du palais Klein. Le colonel Trinquier, lui, commandait le 3ᵉ R.C.P.



◀ La guerre ? Bien sûr, elle continue, mais on n'en parle pas. Le F.L.N., pris de court par *l'événement*, observe pour l'heure une prudente stratégie de repli. Les « fells » ? Ils ne se montrent pas. Barrages et batailles urbaines en ont eu raison pour un temps. Refuge de l'attentisme...



◄ Elle est vivace, la France, dans ses couleurs, dans l'action des officiers S.A.S., dans cet air de fête qui éclate soudain au fin fond des douars, avec *la Marseillaise*, les défilés bruyants, les proclamations, la création de comités de salut public un peu partout.



C'est une explosion ► subite de joie et de couleurs, très éloignée de la politique et de ses calculs, plus proche des élans humains spontanés. On se réjouit soudain, sans chercher trop loin les causes et les justifications de l'allégresse. C'est l'ouverture du grand spectacle, la paix promise !

La « révolution » installant Godard au G.G., comme directeur de la Sûreté nationale en Algérie, il prend Trinquier comme adjoint. Sirvent reste dans « sa Casbah », plus qu'à tout autre « son fief ».

Ce capitaine tranquille, peu loquace, extraordinairement clairvoyant, qui préfère les « briefings sérieux » aux conférences de presse, exècre « la cravate » et sait ce que « guerre subversive » veut dire ; il cultive le secret, le renseignement et l'efficacité. C'est un pied-noir. L'amitié qu'il porte aux musulmans lui permet, en revanche, de prendre la mesure de leurs vertus et de leurs limites. Il a mené dans la Casbah, sans jamais se départir de son flegme, une « bataille d'Alger » dénuée de haine comme de démagogie. Il a vu souffrir le petit peuple de la ville arabe. Il sait que ses souffrances sont d'abord, et surtout, venues du F.L.N. Que la vie quotidienne, dans ce quartier, ce fut, jusqu'en 1957, l'horreur permanente des représailles et la terreur, les hommes de Yacef lâchés dans les ruelles, une lame de rasoir fichée dans une pomme de terre, pour tailler au passage le nez des fumeurs et s'enfuir, ni vu ni connu. Le couteau, la taille et la gabelle.

Il a reçu dans le secret de son bureau, comme dans une sorte de confessionnal, les plaintes des uns et des autres. Il savait qu'on ne dénicherait pas Yacef et ses hommes de la Casbah, avec des enfants de chœur, au moment où la peur battait son plein, laissant croire à ceux qui le voulaient bien que toute la ville arabe aidait spontanément le F.L.N.

Quand, le 15 mai, Trinquier, sortant de chez Godard, dit à Sirvent : « Il faut amener les musulmans, demain, sur le Forum. Par exemple, après leur travail », Sirvent ne sourcille pas. Il pense que la Casbah est mûre. Depuis neuf mois, Yacef est à l'ombre, à Barberousse. De tout ce qu'il voit, entend, observe, Sirvent conclut que le chef du terrorisme à Alger n'a pas laissé dans la ville arabe le souvenir d'un héros « coxé » en plein ciel de gloire. Il se rend même compte qu'Ali la Pointe, mort, est entré, lui, dans la légende. Féroce et terrifiant sans doute, mais héroïque. Finalement, Sirvent est presque convaincu que, pour avoir beaucoup souffert, ceux de la Casbah iront au Forum comme on va vers la paix.

Dans l'ancien local de l'U.D.M.A.

Le 15 au soir, il réunit donc, dans le local désaffecté de l'U.D.M.A., les 280 chefs d'îlot de la ville arabe. Ceux-là en sont déjà à vouloir constituer leur comité de salut public ! La discussion est longue, agitée, tortueuse, mais sa liberté est telle que certains, dont un technicien de la radio, se proclament ouvertement nationalistes. Sirvent, de sa voix calme, patiemment parle de l'idéal du 13 Mai, de l'intégration, de De Gaulle. Jusqu'à 2 heures du matin, avec son bon accent pied-noir, le capitaine expose plus qu'il ne prêche, jusqu'au moment où l'atmosphère bascule, où l'on dresse une liste — qui ne sera pas définitive, précise Sirvent —, où l'on élabore une motion. Alors, il lâche sa bombe :

— Ce texte, nous l'apporterons nous-mêmes au Forum, demain soir. Après le travail. Les gens doivent être bien convaincus de notre opinion. Un maximum de participants prouvera son importance !

— Mon capitaine, prenez la présidence du C.S.P. de la Casbah !

Sirvent, qui aime autant les titres et la gloriole que les chats aiment l'eau, décline brièvement :

— Moi, j'ai trop de boulot. Mais je serai avec vous demain, à 17 heures, quand nous irons en cortège au Forum, par le boulevard Front-de-Mer.

Tout à ses discussions, il a complètement oublié qu'il ne dispose en fait que d'une centaine de zouaves pour organiser tout ça.

Mais le lendemain matin, le 16 mai, quand il sort dans la ville arabe, c'est une fourmilière affairée. On prépare, on peint des banderoles, on invente des slogans, sur le balcon de l'ancien siège de l'U.D.M.A., un immense calicot proclame : « C.S.P. de la Casbah ». Les dra-



Alger monopolise l'intérêt. Toute l'Algérie se porte au Forum. Chaque village marche sous sa bannière, qui prend soudain valeur de credo. Ici, les habitants d'Aïn-Taya réclament – pourquoi pas ? – l'union nationale...



peaux tricolores ont fleuri partout. Des tracts circulent : « Venez manifester votre solidarité avec le C.S.P. »

« Oui, mais viendront-ils ? se demande Sirvent. Viendront-ils en masse ? N'est-ce pas trop tôt ? »

Vers 16 heures, alors qu'il somnole, épuisé, dans les locaux de l'U.D.M.A., on le secoue brutalement. Penché au-dessus de lui, un de ses adjoints, Saïd Farès, répète tragiquement :

— Mon capitaine... mon capitaine...

Une seconde, Sirvent craint le pire. Le fiasco.

— Ils viennent ! Ils viennent !

Qu'est-ce qui leur avait pris ?

Ils sont venus en effet. Par milliers. Sur la place du Gouvernement la statue équestre du duc d'Orléans semble emportée par une marée humaine. La tête du cortège... Où est la tête du cortège ? Elle est au-delà du square Bresson, devant l'hôtel Aletti !

Et c'est la suite. La Casbah en marche par le boulevard Front-de-Mer, devant les hautes façades des immeubles qui datent du second Empire, dont les balcons sont bourrés de Français qui applaudissent, chantent. Ceux du cortège lèvent la tête, font de grands gestes, agitent leurs banderoles. Soudain, l'un d'eux s'écrie : « Bourguiba au poteau ! » Le long des trottoirs, la foule européenne délire. Des pieds-noirs courent et embrassent les musulmans. On rit, on pleure, on ne sait plus ce qui arrive, et la lente montée au Forum s'amorce, Sirvent parmi ses ouailles. Stupéfait, bouleversé plus qu'il ne veut le laisser paraître. Il se dit que le chemin a été long jusqu'ici, quatre années de souffrance et de misères, mais maintenant...

— Maintenant, lui souffle, dans la foule, un important personnage, maintenant que les musulmans sont là, ça y est, mon capitaine, l'affaire est dans le sac !

Sirvent le regarde, et se tait.

Qu'y a-t-il eu derrière l'irrésistible vent de la réconciliation franco-musulmane ? Une erreur, que le F.L.N. a commise le premier, même si aujourd'hui l'Algérie est indépendante. Mais n'anticipons pas. En mai 1958, après quatre ans de sang et de fureur, après le divorce presque consommé des deux communautés, qu'est-ce qui faisait soudain monter au Forum, la Casbah et Bab-el-Oued, le Clos-Salembier et la rue Michelet, le Frais-Vallon et la rue Hoche, ceux des djebels et ceux des fermes, ceux du Mzab et ceux de la Mitidja ? Pour une fête qu'on n'espérait plus et qui ressemblait à des retrouvailles.

— On a failli casser la carte (*divorcer*), et maintenant, on oublie tout ! lança un soir, avec son inimitable accent du bled, un citoyen musulman de la délégation de Rivet.

Il ne croyait pas si bien dire ! Pardessus le F.L.N., par-dessus le petit lot « ultra-ultrissimo », restaient les masses.

Dans les bordjs les plus reculés, l'annonce du 13 Mai et le sens que l'armée donna à l'événement furent très vite synonymes de « retour aux jours meilleurs ». Le premier comité de salut public se constitue à Fort-Flatters, dans l'Est saharien. ▶



à la mesure du cauchemar qui durait depuis près de quatre années



◄ Tizi-Ouzou, capitale de Grande Kabylie et aussi, dès 1955, capitale de la rébellion. Pourtant, les Kabyles, quelles que soient leurs revendications, n'oublient pas que la France, c'est la terre des grands débouchés, l'hexagone des mandats, et que, de Gaulle au pouvoir et des réformes appliquées, cela peut vouloir dire une paix honorable et digne.

Celles qui avaient subi la sanglante leçon de l'Histoire. On ne saura jamais ce qu'elle représenta d'atrocités, de larmes, de deuils, de nuits blanches dans les miradors ou les mechtas, de rafales sur les chemins de terre qui menaient les colons à leurs champs, ou de cadavres sans sépulture sous les lauriers-roses d'un oued, au fin fond des terres où les civils étaient l'enjeu de la pire des guerres imposée par les rebelles à l'armée. La fête phénoménale du Forum était à la mesure d'un cauchemar de quatre années. Seuls, ceux qui l'avaient vécu pouvaient alors se retrouver face à face et tracer aussi soudainement, aussi spontanément, un trait sur le sang du passé. Insouciants des observateurs, un peu comme après une querelle de famille méditerranéenne, où tout le monde a hurlé et sorti les navajas, on reprend souffle, le silence revenu, en se demandant ce que font dans la maison tous ces gens attirés par le vacarme et les blessures! Il faut avoir subi l'Algérie, en Algérien chrétien ou musulman, pour se reconnaitre, ce 16 mai 1958, après avoir failli se perdre de vue, définitivement.

Les étrangers

Combien de fois, quand le dialogue était encore possible, le témoin qui assistait à une conversation entre un Européen et un musulman entendait des paroles qui le laissaient rêveur :

— La solution, elle viendra de nous! Si on arrive à pas « se tricher », on a besoin de personne pour la trouver, la solution!

Comme si, soudain, ils excluaient les étrangers. Ceux du Caire, de Moscou, de Washington, de Tunis. Mais aussi ceux qui venaient aiguillonner les ultras d'Alger, histoire de purger de vieilles rancunes hexagonales et de faire d'Alger leur tremplin politique.

On s'était torturé en vain pour trouver une solution rationnelle, intelligente, raisonnable, satisfaisante. Aucune ne résistait à la touche des faits concrets. La preuve se faisait, sur le Forum, qu'il n'y en avait pas.

Toutes les tentatives tendaient, en somme, vers une réconciliation « aux torts réciproques ». Or c'est un divorce qu'on prononce aux torts réciproques. Une réconciliation, elle, ne se fait que sur un choc émotionnel : le fameux choc psychologique dont on nous rebattait les oreilles. Ce choc ne pouvait venir d'un texte abstrait de la métropole.

L'armée omniprésente

Il avait fallu une succession de hasards, qui, finalement, l'étaient moins qu'on ne pensait : le petit calcul initial des politiques, qui croyaient qu'en associant des musulmans à la « révolution » de mai 1958 elle « passerait » en métropole, et l'existence de deux hommes dont le rôle, rappelons-le, a été déterminant, nous avons nommé Godard, qui, sous sa brusquerie, ses attitudes abruptes de para, possédait une étonnante compréhension humaine, et Sirvent, le taciturne, qui hantait la Casbah depuis 1956.

Peut-être l'arrivée des musulmans sur le Forum fut-elle, comme l'ont prétendu (moins que ne l'ont prétendu) certains sceptiques professionnels, « une histoire montée par l'armée », un phénomène artificiel.

Ce qui ne fut pas artificiel, en tout cas, c'est la formidable clameur qui les accueillit. Elle avait jailli du plus profond des cœurs européens, plus forte que toutes celles qui avaient été poussées pour Soustelle ou pour Massu.

Et le phénomène d'Alger s'étendit à toute l'Algérie. En bien moins de temps qu'il n'en avait fallu au F.L.N. pour imposer sa loi et embraser le pays. Comme s'il avait été de tout temps prêt à surgir. D'ailleurs, le raz de marée était trop profond, trop souverain, pour que le F.L.N. se manifestât.

Pendant des jours et des jours, on vit arriver au Forum tout le bled algérien sans qu'aucun attentat fût commis dans la foule, dans les trains qui entraient en gare d'Alger avec les fellahs en grappes

pour ceux qui vivaient le drame, de Gaulle signifiait le salut...



◄ Mai 1958, place des Trois-Horloges à Bab-el-Oued. Il semble que le cauchemar se soit éloigné. Ne reste des journées de violence et de sang que le socle de l'horloge éventré par une bombe. Bab-el-Oued, où les deux communautés se côtoyaient, jusqu'en 1954, dans une espèce d'allégresse qui tenait à la joie du ciel, a connu par la suite des journées de meurtres et de ratonnades. Au-dessus du quartier européen, les cités musulmanes construites par Pouillon, où les terroristes cherchaient refuge.

jusque sur les marchepieds. Il était difficile de prétendre, devant ces foules hilares et curieuses qui débarquaient dans la Ville blanche, que l'armée les avait conduites là, mitraillette dans les reins. Certains l'ont écrit. Mais alors, de quel arsenal il eût fallu disposer en Algérie !...

Ce qui est plus vrai, c'est qu'en 1958 l'armée était présente partout. Efficiente partout. Parallèlement à la guerre, la paix se construisait, avec les moyens du bord et ceux du cœur. Dans le plus petit douar l'officier S.A.S. passait. La S.A.S. n'était pas un patronage ! C'était la dernière porte où les pitoyables populations du bled pouvaient encore frapper, à l'heure de la tourmente. Pour un bon de lait, pour un gosse malade, pour une femme qui accouche, pour un laissez-passer. Les lieutenants et les capitaines des S.A.S. n'étaient pas toujours dupes. Dans la guerre civile qui déchirait les musulmans, il arrivait que les médicaments, ou certains renseignements, allassent au maquis, parce qu'il arrivait que, dans la même famille, un fils fût au maquis et l'autre dans l'armée.

Dans un village des Ouadhias, j'ai vu le gosse de Si Salah élevé par le beau-frère du commandant de la wilaya 4, harki à la S.A.S. Et la femme du rebelle, vivant sous le même toit.

Quand les musulmans parlaient de paix, ils savaient quel potentiel d'espérance contenait ce mot-là. Ils le savaient comme le savait le petit colon ou le quincaillier du bled, qui n'en pouvaient plus de passer des nuits blanches derrière leurs fenêtres blindées, un fusil en main, ou de se jeter à plat ventre parce qu'une grenade explosait dans leur boutique. Ceux-là aussi se tournaient vers l'armée.

Ceux-là aussi se précipitèrent en masse dans les comités de salut public. Les mots disaient bien ce qu'ils voulaient dire. Et les militaires, au sein de ces comités, représentaient la garantie d'une intégration loyale et la promesse de lendemains qui changeraient.

Cette intégration, dont la foule acclama le principe sur le Forum, aurait été plus coûteuse pour les Européens, c'est certain, que la loi-cadre. Mais le contexte venait de se modifier.

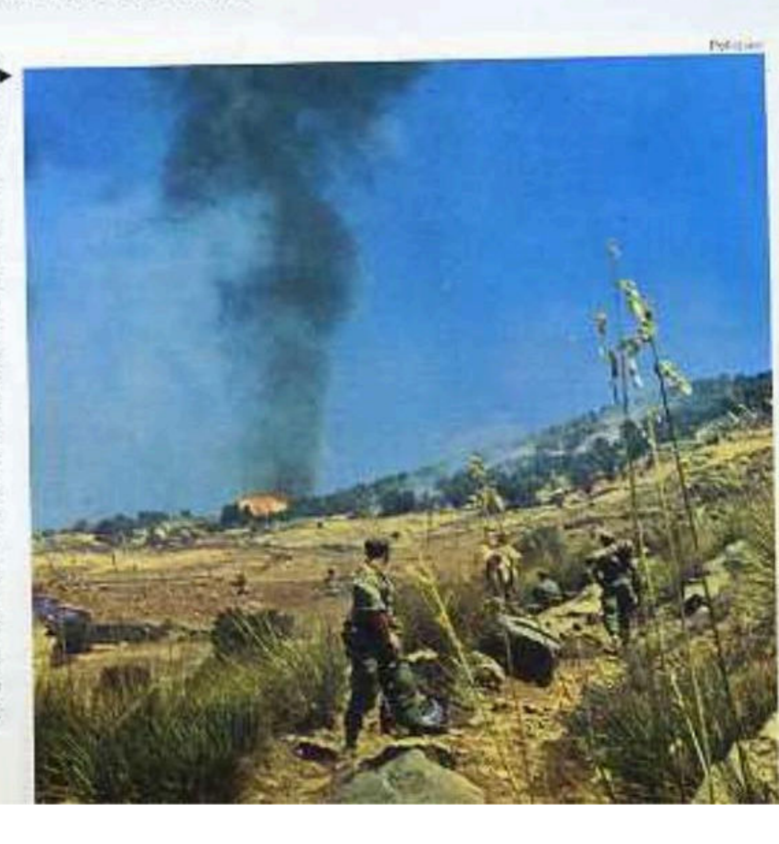
Traversée du malheur... traversée du désert

Paris, cette fois, ne cherchait pas à s'interposer dans une querelle. Sans aller jusqu'à dire que la réconciliation, qu'on appela un miracle, se faisait sur le dos de la métropole, elle se faisait tout de même un peu sans se retourner pour savoir comment la métropole réagirait.

De Gaulle, bien sûr... Mais au long des quatre années qui furent pour les gens d'Algérie la traversée du malheur, de Gaulle parallèlement traversait un désert, un désert qu'il avait choisi. Son nom, lancé sur le Forum, rappela aux uns et aux autres l'homme de la résistance nationale. Il n'était qu'une raison de plus de croire à un avenir français. Sans doute pas la seule raison.

Jamais comme dans les journées qui suivirent les « retrouvailles » du 16 mai 1958 on n'aura mieux décelé, dans toute l'Algérie, l'essence du drame. **H**

Marie ELBE



Pour ceux qui ont vécu les quatre années de guerre dans le bled, pris entre l'étau des katibas et celui des troupes françaises, l'annonce de la fraternisation, à Alger, le 16 mai, est plus qu'une nouvelle. C'est la promesse que la guerre atroce n'a plus de raison d'être, que la chape de terreur et de souffrances sera enlevée et, comme les uns et les autres le disent naïvement : « Ce sera comme avant. » Un « avant » qu'ils ont tous un peu oublié... et que le souvenir peut-être embellit pour certains. ►



LE F.L.N. EN MAI 1958 : REPLI STRATÉGIQUE

Scène du balcon, en mai 1958, au moment où les foules affluent pour entendre clamer l'espoir en un avenir de paix. On y retrouve ceux qui sont devenus en quelques jours les vedettes du peuple d'Alger. Au fond, contre un pilier, le général Massu ; devant lui, le général Allard. Parlant au micro, le général Salan, ayant, à sa droite, Madani, un musulman du C.S.P. d'Alger, et, à sa gauche, le général Jouhaud. C'est l'heure où mai bat son plein, où Paris crie à la conjuration, et Alger à l'intégration. Où de Gaulle n'est plus le solitaire de Colombey.

En mai 1958, l'organisation F.L.N., qui ne s'est pas encore remise des coups qui lui ont été portés l'année précédente, au cours de la « bataille d'Alger », est faible, dans la capitale de l'Algérie. La consigne que donne alors la direction clandestine de la « zone autonome d'Alger » est la suivante : pas d'attentats, peu de propagande, beaucoup de renseignements. De fait, les réseaux de renseignements sont les seuls qui fonctionnent avec une relative efficacité, et c'est après l'examen de leurs rapports que la direction de la « zone » envoie à Tunis, au soir du 15 mai, une « synthèse » qui résume les premières réactions du F.L.N. local face aux événements qui, depuis le 13, font la « une » de la presse mondiale.

Les observations ainsi communiquées au C.C.E. de Tunis sont les suivantes :

1) le gouvernement légal de Paris, qui doit faire face à l'insurrection du 13 mai à Alger, semble réaliser que s'il veut vraiment engager la lutte contre les rebelles, il doit tenir compte, plus qu'il ne l'a fait dans le passé, des revendications des musulmans. La preuve en est le projet de création d'une « zone de résistance républicaine » à Tizi-Ouzou, région où les autorités fidèles au président du Conseil Pflimlin ont reçu des consignes disant à peu près « pas d'histoires, en ce moment, avec les musulmans » :

ordre aux militants : surtout ne bougez pas de vos quartiers...



◄ Le colonel Yves Godard, au moment où, récemment blessé, il prenait, en 1957, le commandement d'Alger-Sahel. En mai 1958, il sera chargé par Salan de la direction de la Sûreté nationale en Algérie.

Le colonel Trinquier ► sur le terrain *(au premier plan)*. Pataugas, short et « casquette Bigeard ». Bigeard, dont il a pris la succession à la tête du 3e R.P.C. C'est ici le plein été dans les djebels.



◄ Le capitaine Sirvent, à la droite de Chaban-Delmas flanqué de Salan, au moment où Chaban, ministre de la Défense nationale, faisait de fréquents voyages en Algérie et préparait, à travers l'armée, le retour de De Gaulle.

E.C.P.A.

2) le général Salan, qui mène le jeu du côté des insurgés du 13 mai, reste fidèle à la politique qu'il a menée depuis qu'il est arrivé en Algérie en 1956. Il dit en public et en privé qu'il continuera « la guerre contre les fellaghas » avec la détermination de remporter la victoire et, lorsqu'il veut faire l'éloge de Massu devant les civils, il le présente aux pieds-noirs comme « l'homme qui les a préservés des fellaghas ». Ses subordonnés ont, à Biskra, obligé la population musulmane à aller au cimetière porter des gerbes en l'honneur des trois soldats français récemment exécutés par l'A.L.N. ;

3) au sein du groupe dirigeant de la révolte du 13 mai, les éléments gaullistes semblent, plus que les autres, favorables aux revendications des musulmans. Un gaulliste de droite comme le colonel Bourgoin, vient de publier dans *l'Echo d'Alger* un article qui, certes, prétend réduire l'A.L.N. à « quelques milliers de fellaghas enrôlés de force et entretenus par l'étranger », mais réclame aussi que les musulmans reçoivent « des droits qui ne leur ont jamais été accordés par le Parlement français » ;

4) on parle de plus en plus, dans les cercles européens influents d'Alger, d'un « recours à de Gaulle » et d'un « appel à l'*Homme du 18-Juin* », ce qui est intéressant à noter, car, selon des informations en provenance de Paris, de Gaulle a tenu à divers interlocuteurs, au cours des dernières semaines, des propos prudemment favorables à l' « émancipation de l'Algérie ». Beaucoup d'Algériens pensent que, s'il prenait le pouvoir, il ne serait pas pire que Pflimlin.

« La Casbah répond présent »

Le F.L.N. d'Alger déclare, dans sa conclusion, qu'il faut « laisser se développer une situation somme toute favorable, puisque les deux camps en présence seront amenés à rechercher l'appui des musulmans » et que, dans ces conditions, il faut « laisser s'aiguiser les contradictions entre Français ». La politique qu'il préconise est celle d'un total attentisme. Le mot d'ordre donné aux militants et à ceux qu'ils influencent est : « Restez dans vos quartiers et ne bougez pas. »

Les observateurs du F.L.N. ont bien vu que c'est autour de De Gaulle que se joue l'essentiel de la partie qui vient de s'engager. Lorsque l'ancien chef de la France libre fait publier, le 15 mai, depuis Colombey-les-Deux-Eglises, le communiqué dans lequel il annonce qu'il est « prêt à assumer les pouvoirs de la République », tout le monde remarque, au Comité de salut public (C.S.P.) d'Alger, que le général ne prend nullement position au sujet de la politique à mener en Algérie, et notamment à l'égard des musulmans. C'est en grande partie pour lui forcer la main et pour l'orienter nettement dans le sens de l' « intégration » que le C.S.P. décide que, le lendemain, jour férié (on fait, à Alger, le « pont » de l'Ascension), des milliers de musulmans doivent « monter au Forum », eux aussi, comme les Européens, pour acclamer l'Algérie française, Salan et de Gaulle et démontrer ainsi que, par la volonté de l'armée, désormais installée aux postes de commande, la fameuse formule « Français à part entière » employée à propos des musulmans n'est plus, depuis le 13 mai, un vain mot.

Dans cette conjoncture, l'homme de la situation est le colonel Trinquier, qui avait su organiser un puissant dispositif de protection urbaine (D.P.U.) quadrillant tous les secteurs d'Alger, y compris les secteurs musulmans. Le D.P.U. de Trinquier n'a-t-il pas été capable, par deux fois, l'année précédente, le 14 juillet et le 11 novembre, d'amener en quartier européen 5 000 jeunes musulmans qui, conduits par leurs chefs d'îlot, ont assisté aux cérémonies officielles et au défilé militaire ? Cette fois, Trinquier doit faire mieux encore : il doit « faire descendre » non pas 5 000, mais plusieurs milliers de musulmans. La tâche qui lui est assignée est très claire : « Ce ne sont pas *des* musulmans qu'il nous faut, mais *les* musulmans. »

Pour cette mission, le colonel ne sera pas seul. C'est tout un groupe qui, en début de soirée, se met au travail pour organiser, au sommet, la « mobilisation de la Casbah ». Il y a là, entre autres, avec Trinquier, le colonel Godard, le commandant Pouget, le capitaine Léger — qui, depuis son état-major du 21, rue Emile-Maupas, dans la Casbah, règne sur les « bleus-de-chauffe », ces musulmans ex-partisans du F.L.N. que les militaires français ont obligés à abandonner leurs anciens compagnons et qui sont devenus les pires ennemis du Front —, le lieutenant Pradines, commandant de la S.A.U. (section d'administration urbaine) de la Casbah et, *last but not least*, le capitaine de zouaves Sirvent, qui, lui, travaille dans la Casbah depuis septembre 1956 et qui est sans doute l'officier français qui connaît le mieux ce vaste secteur qu'il a minutieusement quadrillé.

Tout cet état-major crée un « comité de salut public de la Casbah » entièrement musulman dont la composition est savamment dosée et qui fait convoquer les chefs d'îlot — les responsables d'un certain nombre de pâtés de maisons — pour leur expliquer qu'ils doivent, le lendemain, « rassembler le plus de



P. Habans/Paris-Match

monde possible » pour former un cortège qui ira, sur le Forum, « manifester son attachement à l'Algérie française dans l'égalité des droits de tous les habitants de l'Algérie ». On indique aussi à ces chefs d'ilot qu'ils doivent faire confectionner des pancartes et banderoles portant non seulement des inscriptions analogues à celles qui sont brandies par les Européens sur le Forum (« Vive la France ! », « Vive Salan ! », « Vive de Gaulle ! », « De Gaulle au pouvoir ! », « Soustelle à Alger ! »), mais aussi des inscriptions « spécifiques » telles que : « Nous sommes français, nous voulons rester français », et « La Casbah répond présent ».

« Laisser faire laisser passer ! »

Les discussions sont longues et animées. Plusieurs chefs d'ilot demandent qu'on leur permette de « consulter leurs amis ». Certains d'entre eux, qui jouent double jeu entre les Français et le F.L.N., consultent, en fait d' « amis », des agents de liaison secrets du Front. Ceux-ci leur disent que, compte tenu du rapport des forces, il ne saurait être question d'exposer la population à des représailles en refusant ou en sabotant les directives données. Le F.L.N. conseille de « laisser faire, laisser passer », mais recommande tout de même aux chefs d'ilot avec lesquels il a gardé le contact de « négocier un peu » les modalités de leur participation au « cortège du Forum ».

Ceux-là, tout comme d'ailleurs bon nombre des responsables musulmans qui n'ont pas partie liée avec le F.L.N., exposent à leurs interlocuteurs du C.S.P. deux préoccupations essentielles :

1) sur le plan de la sécurité, quelle garantie aurons-nous que nous ne serons pas « ratonnés » ou, pour le moins, brutalisés par les Européens « ultras » lorsque nous pénétrerons dans leurs quartiers ?

2) sur le plan politique, devrons-nous applaudir des leaders qui se sont prononcés jadis contre l'égalité des droits entre musulmans et Européens et contre le collège unique, même si, aujourd'hui, ces nouveaux convertis adorent ce qu'ils brûlaient il y a quelques semaines encore ?

Sur ces deux points, on leur donne des assurances. L'armée, leur dit-on, ne permettra plus que les anciens privilégiés fortunés de l'Algérie française fassent la loi à Alger. Elle assurera, d'autre part, la sécurité du cortège dont l'itinéraire est fixé. Tout le long du chemin, les groupes de choc des « bleus-de-chauffe », chargés du service d'ordre, seront discrètement renforcés de parachutistes en uniforme ou en civil qui recevront ordre de maîtriser immédiatement « tout Européen qui chercherait à faire l'imbécile ».

Le 16 mai au matin, Trinquier et Léger, qui vont à Oran mettre en place un C.S.P. dans le grand port de l'Ouest, quittent la capitale en exprimant la certitude que « tout ira bien ». Ils laissent d'ailleurs sur le terrain le capitaine Sirvent pour surveiller et contrôler le travail des chefs d'ilot. Ceux-ci possèdent de puissants moyens d'action sur leurs coreligionnaires. Ils peuvent, en effet, menacer ceux qui se montreraient récalcitrants de les priver de la précieuse carte d'identité sans laquelle tout musulman trouvé sans papiers et considéré, du coup, comme « hors la loi » peut être immédiatement arrêté. Rares sont ceux qui, dans ces conditions, refusent la pressante invitation qui leur est faite de se rendre, dans la soirée, au Forum. Les militaires français ayant insisté pour que l'on « fasse le plein » des musulmans incorporés dans les mouvements de jeunesse, les chefs d'ilot réunissent des groupes importants de jeunes garçons et filles. Certaines de ces filles s'habillent à l'européenne, d'autres gardent le voile traditionnel, d'autres enfin — zélées — revêtent une toilette tricolore : jupe bleue, chemisier blanc, cravate rouge.

Entre 17 et 18 heures, tous les groupes conduits par les chefs d'ilot convergent sur la place de la Cathédrale, où le cortège doit se rassembler pour prendre le départ. Des officiers des services du capitaine Sirvent font annoncer publiquement la composition du « comité de salut public de la Casbah » dont la banderole sera portée en tête du défilé. Des anciens combattants et des notables se placent derrière cet emblème, au milieu des drapeaux tricolores et des pancartes. Le soleil d'une chaude journée brille encore lorsque, derrière eux, 30 000 musulmans environ se mettent en marche.

A 19 heures pile !

Le gros du cortège emprunte la rue d'Isly, où les paras du service d'ordre mis en place disent aux Européens qui applaudissent : « Laissez passer nos frères musulmans. » Un groupe qui a suivi, le long du Front-de-Mer, le boulevard de la République et le boulevard Carnot, retrouve, devant la grande poste, le groupe principal et remonte avec lui le boulevard Laferrière. Devant le monument aux morts, les chefs d'ilot font arrêter le défilé et lui font chanter *la Marseillaise*.

Il est 19 heures lorsque le cortège débouche, sur le Forum, devant l'édifice du Gouvernement général alors qu'au balcon le chef pilote Auguste Arnould, membre du Comité de salut public, annonce au micro : « Nos frères musulmans arrivent ! Voici nos frères musulmans ! Faites place à nos frères musulmans ! »

Ferhat Abbas dit son espoir et sa confiance en de Gaulle pour l'accès à l'indépendance

Une image des journées de fraternisation. Haranguant la foule pour la convaincre de la bonne foi de la France, Madani, un syndicaliste musulman du Clos-Salembier. A sa gauche, de profil, le général Allard et, derrière Allard, Mourad Khaoua. ▼

Les 30 000 musulmans et les 40 000 Européens déjà massés sur le Forum, et dont beaucoup portent brassard, écharpe ou cravate tricolore, sont côte à côte. Brusquement, les pieds-noirs donnent libre cours à un de ces élans émotifs imprévisibles mais impétueux dont on a le secret dans le monde méditerranéen. Ils se précipitent sur les musulmans, leur serrent la main, les étreignent et certains pleurent même dans leurs bras. D'abord surpris, de nombreux musulmans répondent chaleureusement à ces envahissantes démonstrations d'amitié d'une manière qui, pour la première fois, n'est pas préfabriquée, mais spontanée.

" Nous sommes l'Algérie de demain ! "

Ce qu'ils expriment sincèrement, c'est une sorte de libération, même provisoire, des angoisses quotidiennes, un sentiment de soulagement que l'un d'eux traduit devant moi et à mon intention en termes naïfs : « Après tout, ces pieds-noirs, s'ils nous embrassent, ça vaut mieux que s'ils nous tuent. »

Mohand Saïd Madani, un musulman dont on annonce au micro qu'il est contremaître dans une usine de produits chimiques et père de sept enfants, apparaît au balcon pour lire, en arabe, puis en français, une proclamation du « comité de salut public de la Casbah » exaltant la « fraternisation entre Européens et musulmans ». Un jeune homme et une jeune fille musulmans, habillés à l'européenne, apparaissent à leur tour pour dire ensemble : « Nous sommes l'Algérie de demain ! » Quelques musulmanes retirent leur voile et le brûlent. La foule ne se dispersera qu'après avoir chanté une dernière *Marseillaise*.

La direction clandestine du F.L.N., qui, comme chaque soir, fait le point des événements, considère que le chiffre de 30 000 musulmans déplacés au Forum est normal, « compte tenu de l'encadrement des Français », mais elle s'étonne quelque peu des embrassades, qu'elle n'avait pas prévues. Comprenant le parti que la propagande de l'adversaire, qu'il soit à Alger ou à Paris, peut tirer de scènes de ce genre, elle décide de ne plus laisser faire et de freiner, dans la mesure où cela est possible, la participation des musulmans aux « fraternisations obligatoires », surtout dans le Sahel et la campagne proche d'Alger, où, selon ses informations, les officiers S.A.S. s'apprêtent à constituer partout des comités de salut public et à embarquer des musulmans sur des camions militaires pour leur faire jouer leur nouveau rôle, le lendemain, dans un nouveau grand spectacle sur le Forum.

Sa tâche, compte tenu de l'implantation massive des militaires français et du démantèlement de la plupart des réseaux locaux du Front dans l'Algérois, n'est pas commode, mais elle est facilitée, le 17 mai, par un événement nouveau : l'arrivée de Soustelle, auquel Salan donne le titre officieux de « conseiller politique du délégué général de la France en Algérie », les bureaux de Lacoste au G.G. et son domicile de la villa des Oliviers, enfin la mission de « développer la fraternisation dans le cadre de l'intégration ». Si Soustelle, en effet, jouit auprès des pieds-noirs d'une popularité encore accrue par sa rocambolesque équipée pour fuir Paris et rejoindre Alger, il a laissé aux musulmans le souvenir d'un gouverneur qui, arrivé en Algérie avec une réputation de « libéral », a terminé son proconsulat en cautionnant les pires répressions. Le F.L.N. a donc beau jeu de dénoncer la « soustellisation » du mouvement du 13 mai, d'autant que l'ancien représentant de la France en Algérie commet une lourde faute psychologique : il s'associe à Massu pour faire « conseiller, voire ordonner, par les militaires les manifestations au cours desquelles les femmes musulmanes se libèrent en arrachant et en brûlant leur voile », ce qui choque une population très attachée, dans son ensemble, aux valeurs et aux traditions de l'islam en ce domaine.

Les militaires du C.S.P. d'Alger, eux, commettent une faute psychologique encore plus grave. Ils décident qu'en principe les « comités de salut public », qui commencent à se multiplier dans toutes les localités de l'Algérie, seront

Camus/Paris-Match



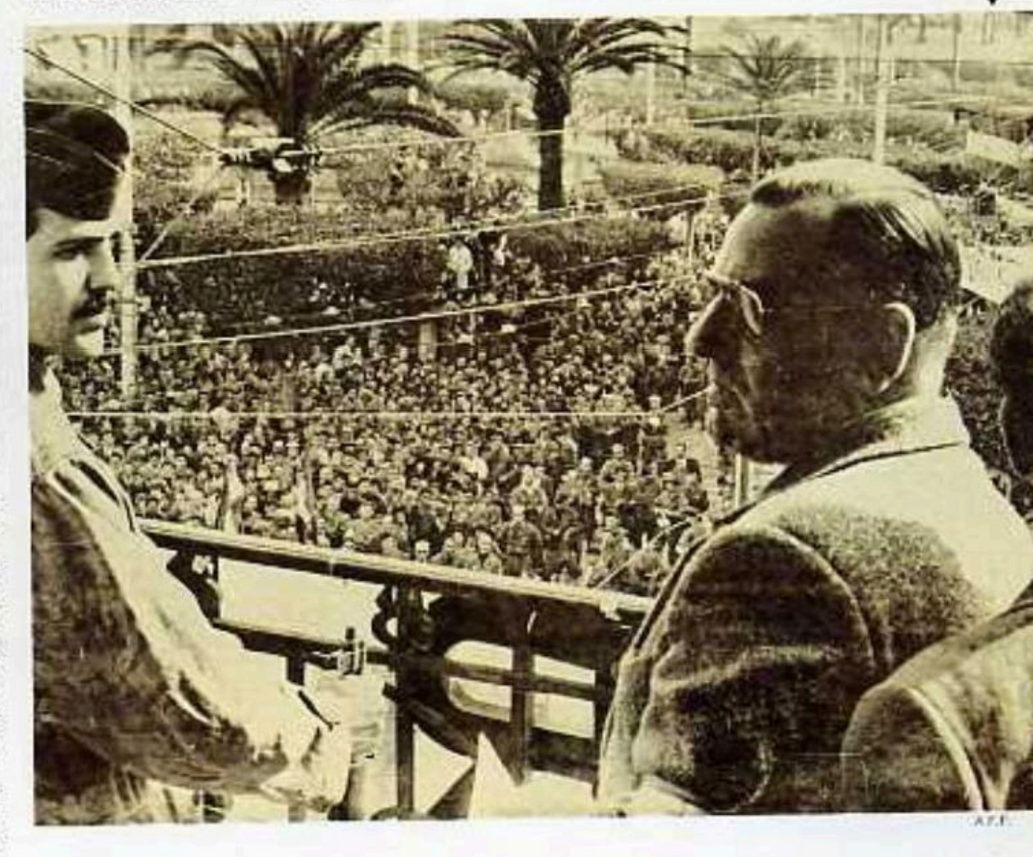
◄ Rue de Mulhouse, à Alger, une des images de la grande parade franco-musulmane qui va se répandre dans toute la ville. Des camionnettes, conduites par des militaires et chargées d'Algérois des deux communautés, sillonnent la Ville blanche, hérissées de drapeaux et portant des inscriptions multiples.



Marques/Paris-Match

◀ De Gaulle, à Colombey, écoute le nouvel appel du pays. Il pense qu'à Alger la fraternisation se fait sur son nom et l'espoir de son retour. C'est en partie vrai. En mai 1958, pour l'Algérie, une fois lancé le nom de De Gaulle, la foule se souvint de juin 1940...

Auguste Arnould, pilote d'Air Algérie et président du Comité d'entente des anciens combattants. C'est lui qui, sur le Forum, le 16 mai au soir, quand les musulmans arriveront, lancera ce cri : « Prenez-vous tous les mains et faites la chaîne de l'amitié. » ▼



A.F.P.

présidés par un officier et comprendront un tiers d'Européens, un tiers d'autochtones et un tiers de musulmans. « Deux tiers de chrétiens pour un tiers de musulmans, entend-on dire un peu partout dans la Casbah, décidément, nous serons toujours, nous qui représentons les neuf dixièmes de la population de ce pays, les éternels minoritaires. » Venant quelques mois à peine après les blessures et les cauchemars de la « bataille d'Alger », le nouveau mot d'ordre des Européens : « Les musulmans avec nous ! » apparaît, dans ces conditions, comme une hypocrisie et les « fraternisations » comme des mascarades.

Dans le Comité de salut public d'Algérie et du Sahara, définitivement constitué « à l'échelon national », le 23 mai, les musulmans ne sont que 13 sur 72 membres (49 pour Alger, 23 pour le reste de l'Algérie). La prépondérance des Européens s'exerce lourdement, à la grande déception du commandant Pouget qui, prenant au sérieux les « fraternisations », avait proposé — vainement — que le président de ce C.S.P. fût flanqué de deux vice-présidents : Jacques Chevallier, l' « ami des musulmans » et... Yacef Saadi.

Attentisme politique

Les heurts qui se produisent, au sein de cet organisme, entre les éléments gaullistes et la droite et l'extrême droite antigaulliste représentée par des leaders tels que Martel, Ortiz, Bernard, Lefèvre, Merlot, commencent, d'autre part, à être connus à l'extérieur, ce que le F.L.N. exploite, dans sa propagande de bouche à oreille, en faisant remarquer que « ces sauveurs ne sont même pas capables de s'entendre entre eux ». Cela ne veut pas dire qu'il soit moins intéressé par la perspective, avancée avec de plus en plus d'insistance à Alger, du recours à de Gaulle. Un tract du Front évoque même cette dernière hypothèse, mais évidemment dans un esprit tout différent de celui du « mouvement du 13 Mai » : ce texte fait allusion à une interview de Ferhat Abbas en date du 22 mai, dans laquelle le doyen du C.C.E. exprime l'espoir que de Gaulle accordera son indépendance à l'Algérie.

Lorsque la bataille « franco-française », comme disent les humoristes de la Casbah, entre l'équipe montante d'Alger et l'équipe déclinante de Paris entre dans une phase active, le F.L.N. renouvelle ses consignes de neutralité. Sa ligne est plus que jamais celle de l'attentisme, voire de l'immobilisme, d'autant que les péripéties de la course au pouvoir et les impératifs nouveaux des « fraternisations » amènent les états-majors français à limiter, surtout dans l'Algérois, les opérations militaires. La direction du F.L.N. décide d'observer elle aussi cette sorte de trêve tacite qui lui permet de regrouper ses forces. Les commandements locaux de l'A.L.N. reçoivent consigne de « stopper, jusqu'à nouvel ordre, les embuscades sur les routes isolées ».

Si l'armée française réduit ses opérations militaires, elle ne renonce pas à ses opérations psychologiques. Le 24 mai, le colonel Si Chérif, ancien officier de l'A.L.N. rallié à l'armée française au cours de l'été précédent, est présenté à la foule du Forum. Les transfuges ne sont jamais très populaires, et l'apparition de ce personnage au balcon du Gouvernement général provoque, chez de nombreux musulmans, un sentiment de malaise. Le F.L.N., qui réagit promptement, joue sur cette sensibilité en écrivant, dans un tract, que « pour corser leurs pitreries en direction des Algériens, les guignols de l'Algérie française font appel aux traîtres les plus notoires ».

L'organisation du F.L.N. est, à l'époque, si réduite que de tels tracts n'ont qu'une diffusion restreinte. La population musulmane d'Alger, cependant, n'a pas besoin des incitations de la propagande pour exprimer, quand elle le peut, les sentiments réels qu'elle éprouve pour les anciens activistes civils et militaires qui organisent maintenant des séances quasi quotidiennes de « fraternisation ». Le 29 mai, de petites fêtes ont lieu, discrètement, mais simultanément, dans plusieurs maisons de la Casbah. Quelle est la raison de ces réjouissances ? L'information, rapidement transmise par le « téléphone arabe », selon laquelle l'accident d'un hélicopère qui s'est écrasé — ou qui a été abattu — dans la région de Guelma s'est soldé par la mort du principal passager, le colonel Jeanpierre, qui avait été, avec Bigeard, Mayer et Fossey-François, l'un des « quatre colonels » des régiments parachutistes ayant assumé, du côté français, la direction des opérations de la « bataille d'Alger ». **H**

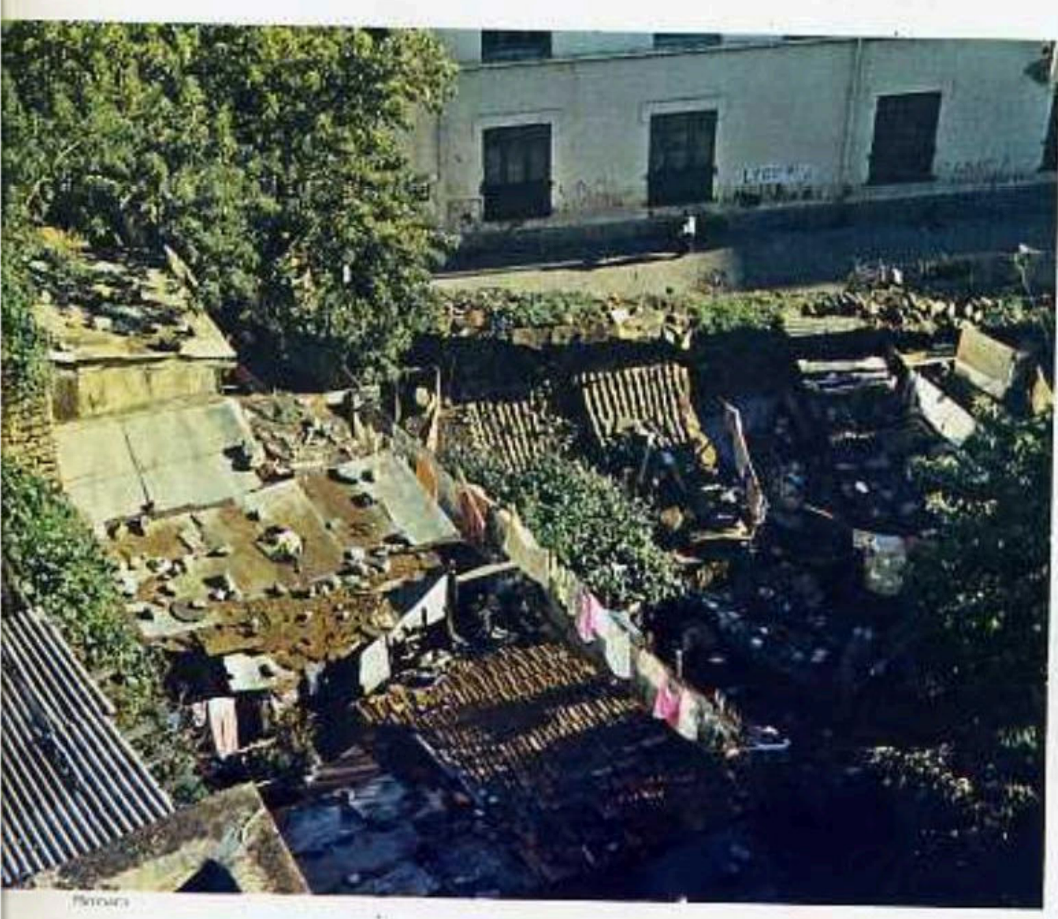
Albert Paul LENTIN



Pendant ce temps, dans l'Aurès, où la révolution algérienne prit sa source, il ne se passe rien. Les échos du monde viennent mourir ici, près d'Oued-el-Abiod.



PREMIÈRES S.A.U. DANS LA CASBAH



S.A.U. : section administrative urbaine. Ce que la S.A.S. est au bled, la S.A.U. l'est à la cité. On implantera les premières dans la Casbah, après les résultats de la « bataille d'Alger », quand la paix sera revenue. Lourde tâche dans une ville arabe dont la population est passée de 10 000 à 80 000 habitants en douze ans et où le F.L.N. faisait et imposait la loi jusqu'en 1957. Délicate réorganisation et établissement de nouvelles structures. Comme le dira et le répétera souvent le capitaine Claude Pfirrmann, qui sera le « patron » de la première S.A.U. en haute Casbah : « C'était un morceau ! »



◄ Claude Pfirrmann, un « para ». Il y en eut beaucoup dans les S.A.S. et les S.A.U. Avant de prendre sa S.A.U., il suivit, en 1954, au Maroc, un cours d'officier des affaires indigènes. Puis il fut aussi S.A.S. en Kabylie, à Aïssa-Mimoun.

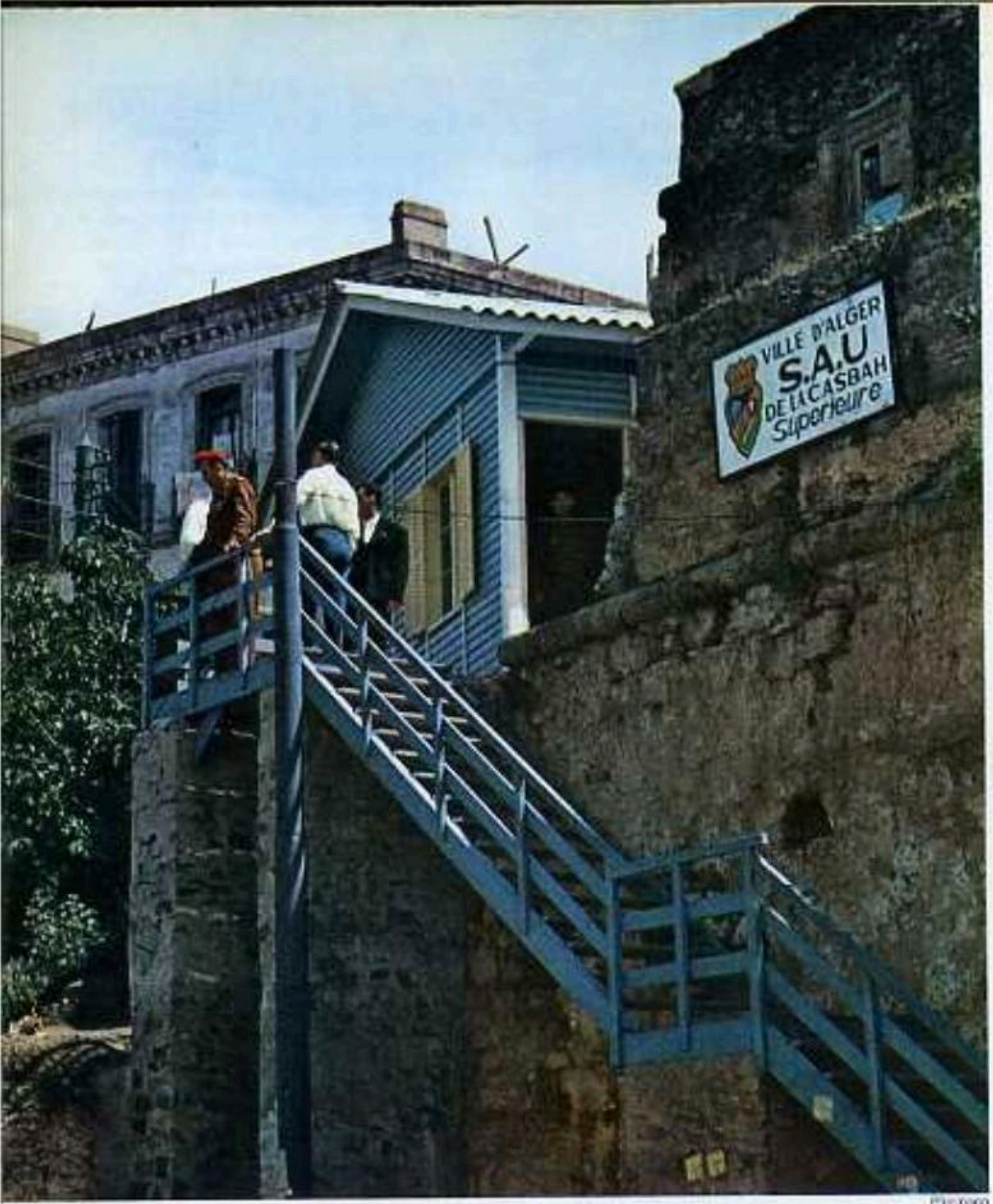
A LA date où la rébellion éclata dans l'Aurès, je suivais, après deux années « en tribu » dans le bled marocain, le cours de formation des officiers des affaires indigènes du Maroc, à Rabat. Un certain nombre d'officiers des A.I., anciens dans le métier et chevronnés, dont le colonel directeur de notre cours, furent envoyés en Algérie en observateurs, pour tenter de dégager les causes de cette rébellion et surtout proposer les moyens d'y mettre rapidement un terme.

Ce qui frappa le plus ces observateurs, ce fut la sous-administration dont souffrait l'Algérie, notamment dans les Aurès-Nemencha. Il fut alors décidé d'envoyer une première équipe d'officiers des affaires indigènes dans cette région, érigée en commandement civil et militaire ayant à sa tête le général Parlange, vieux Marocain, précédemment chef du territoire du Tafilalet et qui reçut le titre de préfet. Les premiers résultats obtenus étant satisfaisants, le Gouvernement général décida de créer un service des affaires algériennes pour lequel on désigna, d'une part, des officiers des A.I. du Maroc, d'autre part, des officiers volontaires qui suivirent un cours de formation à Alger. Les premières Sections administratives spécialisées virent le jour. Les S.A.S. recouvrirent peu à peu l'ensemble de l'Algérie, et l'on pensa alors à compléter cette implantation par la création de S.A.U., ou Sections administratives urbaines, dans les villes et les quartiers à forte densité de population musulmane.

Dans le courant de l'année 1957 furent créées les premières S.A.U. à Alger, et lorsque la 10e division de parachutistes eut démantelé l'organisation F.L.N. d'Alger, et détruit les « réseaux-bombes », on décida de créer une S.A.U. couvrant la Casbah d'Alger. Il fut très vite évident que le morceau était tel qu'il en fallait deux. J'étais alors depuis un an chef de la S.A.S. du djebel Aïssa-Mimoun, dans la commune mixte de la Mizrana dont le siège était à Tigzirt. Nous avions vécu là une expérience intéressante de pacification avec, comme toujours, des hauts (ralliement d'Agouni-Igoughrane) et des bas (les mécomptes de la « force K »).

A une centaine de kilomètres seulement de la Ville blanche, j'avais suivi avec un immense intérêt les péripéties de la « bataille d'Alger » et lorsqu'on demanda des volontaires pour la Casbah, je décidai de poser ma candidature, qui fut agréée.

C'est ainsi que, début juillet 1957, je me présentai, à la préfecture d'Alger, au colonel chef du service des affaires algériennes du département. Les deux S.A.U. devaient couvrir la totalité de la Casbah, chaque chef de S.A.U. étant patron et seul responsable chez lui. Il était évident toutefois qu'une communauté d'action était nécessaire. Je fis alors la connais-



sance de mon coéquipier, le capitaine Roulleau, comme moi ancien des A.I. du Maroc, arrivant pour l'heure de l'Est algérien et de la région frontière de Souk-Ahras, ma ville natale. Plus ancien que moi en grade et dans la hiérarchie spéciale des affaires algériennes, il devait être mon chef d'équipe.

Nous nous installâmes provisoirement dans un bureau de la mairie d'Alger. Le territoire des deux S.A.U. correspondait exactement à celui de la Casbah, délimitée par la rue Bab-Azoun, la rue de Bab-el-Oued, la rue Rovigo, le boulevard de la Victoire, le boulevard de Verdun, et séparée, en deux parties de superficie à peu près égale, transversalement, par la rue Randon, la rue Marengo et la rue Ben-Cheneb. En tout 80 000 habitants sur une superficie aussi restreinte.

Le premier problème à résoudre fut celui de notre implantation. La S.A.U. de la basse Casbah hérita, par chance, des locaux de l'ancienne bibliothèque municipale, qui avait été déménagée. Il s'agissait d'un magnifique palais, rue Emile-Maupas, à deux pas de la compagnie de zouaves du capitaine Sirvent, chef du quartier militaire de la Casbah. Il n'y avait rien de tel dans la haute Casbah, qui m'était échue et, après l'avoir parcourue en tous sens, j'étais persuadé que mes efforts resteraient vains quand je découvris, sur les remparts mêmes bordant la Casbah, à l'extrémité du boulevard de la Victoire, à l'angle de la rue Porte-Neuve, un véritable bidonville.

On rase les bidonvilles

L'emplacement était inespéré. Facile d'accès, permettant d'avoir de la Casbah une vue d'ensemble absolument unique et, de plus, très facilement défendable, du haut des remparts, contre une éventuelle agression terroriste. Les malheureux, logés dans ce bidonville, ne demandaient qu'à en sortir, à condition d'avoir autre chose. Une visite au maire d'Alger, Jacques Chevallier, résolut le problème à la satisfaction de tous car les familles intéressées furent relogées par ses soins en habitations à loyer modéré, et je pus alors raser le bidonville et faire édifier ma S.A.U. sous la forme d'une baraque préfabriquée comme il en poussait sur toute l'Algérie, d'un modèle pratique et bien conçu. Ayant entre-temps recruté mes mokhazni et mes attachés de S.A.U., ces derniers, d'ailleurs, parmi mes anciens du djebel Aïssa-Mimoun qui m'avaient rejoint à Alger, je m'installai sur mon rempart fin octobre 1957.

On pouvait alors considérer la Casbah comme absolument pacifiée. Les deux dernières grosses affaires avaient été l'arrestation de Yacef Saadi, le 24 septembre, par les parachutistes de la 10ᵉ D.P., 3, rue Caton, et la mort d'Ali la Pointe, tué dans l'explosion du 5, rue des Abdérames, le 8 octobre.

La difficulté de la tâche apparut

Et j'avais pu me convaincre, à l'époque où j'arpentais les rues de la haute Casbah à la recherche d'une implantation, accompagné, au début, d'un zouave de la compagnie Sirvent, plus à titre de guide que de garde du corps, et ensuite seul, que la sécurité ne posait plus aucun problème. Casbah pacifiée, les deux S.A.U. implantées, le travail pouvait commencer.

Le premier objectif consistant à se faire connaître de la population musulmane, le capitaine Roulleau décida pour nos deux S.A.U. une distribution gratuite de semoule aux miséreux, dont nous nous étions procuré les noms après avoir visité les maisons voisines de nos S.A.U. Dans la mesure où nous voulions nous faire connaître, ce fut un succès. La distribution ayant lieu au pied de mon rempart et de l'escalier d'accès, le haut de celui-ci étant toujours occupé par un poste de garde, dès l'apparition des premiers sacs de semoule, une véritable marée humaine déferla en quelques minutes au point que les mokhazni qui ouvraient les sacs et comptaient les mesures se retrouvèrent plaqués au mur par la foule, si violemment qu'ils ouvraient la bouche pour essayer de happer un peu d'air comme des poissons hors de l'eau. L'un d'eux avait lâché son fusil, qui, plaqué au mur de même que son propriétaire, ne tomba sur le sol que plusieurs minutes plus tard ! Impossible de canaliser cette foule avec dix mokhazni. Et je pensai qu'un terroriste lançant une seule grenade au milieu aurait gagné sa journée, mais la sécurité dans la Casbah était désormais chose acquise, et c'en était une preuve indéniable. En fin de journée, connaissance était faite. Il fallait s'attaquer aux gros problèmes. Et la difficulté de la tâche nous apparut aussitôt.

Un chef de S.A.S. dans le bled réalisait beaucoup par lui-même et avec l'aide des troupes implantées, d'autant plus que la commune mixte était le plus souvent ▶

de 1945 à 1957, la population avait augmenté de 10 000 à 80 000 âmes

éloignée et la région sous-administrée : création d'écoles de fortune, où soldats ou gradés faisaient fonction d'instituteurs, de chantiers là où il y avait toujours besoin d'une piste, d'un puits ; tout était possible en fonction des crédits alloués et gérés par l'officier chef de S.A.S. Mais en milieu urbain, et plus particulièrement à Alger, toutes les administrations étaient présentes, en place, et s'occupaient de leurs activités propres. Pas question, ici, de jouer à l'instituteur ou à l'ingénieur des travaux publics, en ouvrant de nouvelles rues dans la Casbah. Le rôle du chef de S.A.U. ne pouvait être que celui d'antenne de la mairie d'Alger, et, étant au contact immédiat de la population, soulever les problèmes, en rechercher les solutions et en contrôler la réalisation, en accord et en liaison directe avec les représentants des différentes administrations intéressées.

Un recensement avait été fait par le quartier militaire de la Casbah. Il faisait apparaître un chiffre voisin de 80 000 habitants dans cette même Casbah dont la population, au lendemain de l'armistice de 1945, était d'environ 10 000 âmes.

Trouve-moi une maison et du travail »

Les causes de cette augmentation incroyable étaient multiples et notamment, depuis les événements d'Algérie, le désir de fuir à la fois la misère et l'insécurité du bled. Les nouveaux venus se regroupaient par douar d'origine et il était facile de constater que telle ou telle partie de la Casbah était peuplée en majorité de représentants de telle ou telle région d'Algérie, façon pour ces derniers de se sentir un peu moins perdus dans un milieu étranger. La population était en quasi-totalité musulmane, surtout en haute Casbah.

Le premier objectif était de doter tout le monde de pièces d'identité indispensables tant pour les autorités civiles que pour le quartier militaire en cas de contrôle. C'était un travail lent et fastidieux, mais condition *sine qua non* d'une administration rationnelle. Cette surpopulation de la Casbah était le point le plus crucial. Qu'on s'imagine des maisons, non seulement aux pièces, mais aux caves bourrées à en éclater et, de surcroît, avec de véritables bidonvilles sur les terrasses. Au cours de l'établissement des pièces d'identité et du questionnaire posé à mes administrés revenaient comme un leitmotiv les deux supplications suivantes : « Mon capitaine, trouve-moi une maison. Mon capitaine, trouve-moi du travail. » La basse Casbah était, à ce point de vue, un peu plus favorisée. Beaucoup de commerçants, un certain nombre de petits fonctionnaires, d'emplois réservés attribués à de vieux militaires. Les habitations, rue de la Lyre, place de Chartres, aux alentours du marché, étaient tout de même plus présentables et certaines, grandes et spacieuses. Mais la haute Casbah offrait un spectacle poignant. Les moyens d'y remédier étaient maigres. Les chefs des S.A.U. de Mahieddine, Belcourt, Clos-Salembier et autres quartiers avaient, à un degré moindre, les mêmes préoccupations. Rien à espérer de leur côté. Il ne restait que la mairie, les constructions H.L.M., dont le loyer, bien que modique, excédait souvent les possibilités du chef de la famille à reloger, et les grandes réalisations de Diar-es-Saada, Diar-el-Mahçoul, dues au maire, Jacques Chevallier. Mais la démographie de la ville d'Alger avait augmenté dans de telles proportions depuis quelques années que la Casbah n'était qu'un cas particulier parmi les autres quartiers, bien que plus grave, et la cadence des nouvelles constructions ne suffisait pas à absorber tous les non ou mal-logés, d'autant que, dès qu'une famille était décemment recasée et son ancienne baraque-bidonville rasée, cette dernière renaissait comme par enchantement, reconstruite — on ose à peine écrire le mot — par une autre famille récemment arrivée du bled. J'avais l'impression déprimante que tous nos efforts

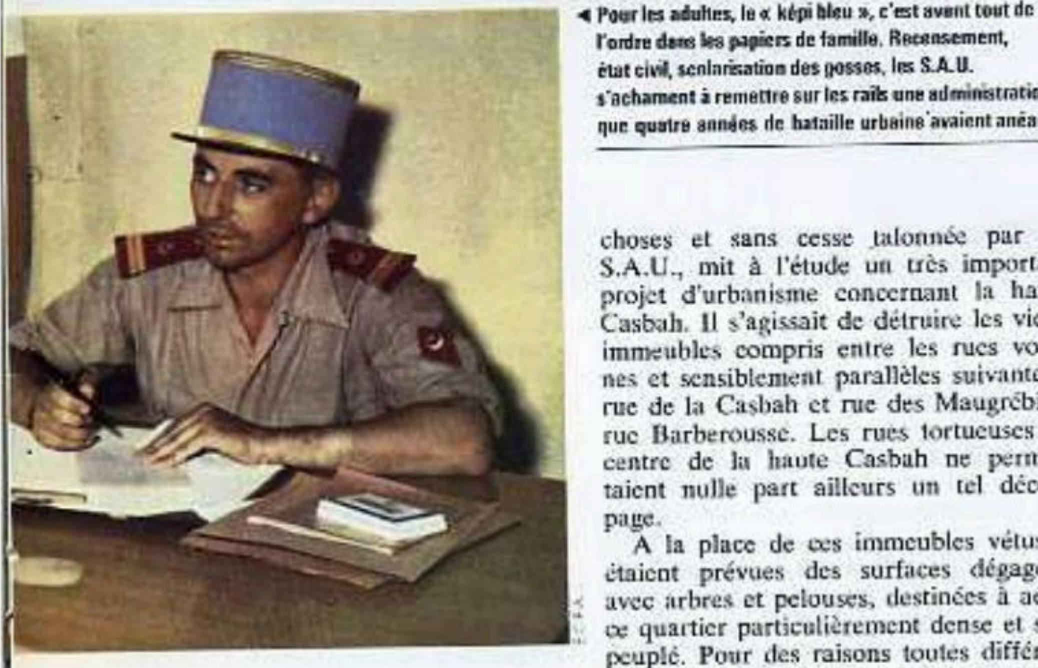
Pour les gosses des mechtas misérables du bled ou dans les bidonvilles, l'implantation de l'officier à képi bleu, c'est déjà et d'abord le pain, le lait, l'école et les soins quotidiens... ▼



En basse Casbah, aux alentours du marché Randon ou de la place du Gouvernement, la rue est encore décente. En haute Casbah, la lèpre des bidonvilles est insoutenable. ▶







◀ Pour les adultes, le « képi bleu », c'est avant tout de l'ordre dans les papiers de famille. Recensement, état civil, scolarisation des gosses, les S.A.U. s'acharnent à remettre sur les rails une administration, que quatre années de bataille urbaine avaient anéantie.

étaient vains et que le nombre des familles que nous arrivions à recaser était, en pourcentage, aussi important qu'un verre d'eau puisé dans une citerne.

La mairie, consciente de cet état de choses et sans cesse talonnée par les S.A.U., mit à l'étude un très important projet d'urbanisme concernant la haute Casbah. Il s'agissait de détruire les vieux immeubles compris entre les rues voisines et sensiblement parallèles suivantes : rue de la Casbah et rue des Maugrébins, rue Barberousse. Les rues tortueuses du centre de la haute Casbah ne permettaient nulle part ailleurs un tel découpage.

A la place de ces immeubles vétustes étaient prévues des surfaces dégagées, avec arbres et pelouses, destinées à aérer ce quartier particulièrement dense et surpeuplé. Pour des raisons toutes différentes, l'autorité militaire voyait ce projet d'un œil très favorable : il ne pouvait que faciliter l'accès à la Casbah et favoriser l'action des forces de l'ordre au cas où, dans l'avenir, surgiraient des troubles comparables aux précédents. Enfin, pour les habitants des immeubles considérés, cela signifiait la réalisation du rêve inaccessible : le relogement.

Mais là était précisément le *hic*. La commune de Maison-Carrée était disposée à céder à la mairie d'Alger, à des conditions inespérées, des terrains à bâtir. Pour la S.A.U. commença un énorme travail d'enquêtes sociales, consistant à visiter tous les appartements à détruire, toutes les familles à reloger, pour savoir : combien de foyers seraient concernés ; le nombre total d'habitants ; le genre et le lieu de travail des chefs de famille et leur salaire mensuel. Car déplacer et reloger les familles à Maison-Carrée impliquait de construire des habitations d'un loyer accessible à tous, mais surtout de procurer aux chefs de famille un autre emploi à proximité de leur lieu d'habitation. Or si la basse Casbah comptait beaucoup de commerçants et de petits fonctionnaires, la haute Casbah abritait, vu la proximité du port, un nombre important de dockers, qu'il était malaisé de recaser ailleurs.

Comme je ne pouvais faire ces enquêtes avec dix mokhazni, on mit à ma disposition des équipes de gendarmes, que

le seul visiteur qui se soit intéressé à notre tâche : Son Altesse le prince Napoléon...



ECPA

◀ La fraternisation, dans Alger, fut d'abord marquée par la descente des musulmans de la Casbah et leur apparition assez inattendue au Forum, en masses compactes. Influence incontestable des officiers S.A.U. et du capitaine Sirvent sur leurs « ouailles ».



Des scènes qui se ▶ reproduisent dans toute l'Algérie et dont on ne peut affirmer qu'elles sont entièrement orchestrées par l'armée. La seule perspective d'une paix prochaine suffisait à déclencher l'allégresse et notamment dans le bled, où la guerre avait pesé plus cruellement.



◀ Le 16 mai, derrière les capitaines Sirvent, Pfirrmann et Rouleau, ce dernier chef de la S.A.U. de la basse Casbah, la population du quartier arabe répondit à l'appel du 13 Mai. Les réseaux F.L.N. avaient été démantelés, la paix revenait, on pouvait croire que la guerre allait finir.



je chargeai de ce travail, et qui s'en acquittèrent avec conscience.

On se doute que ce plan était réalisable au mieux en plusieurs années. L'évolution des événements n'en permit pas l'application. Mais ces enquêtes et ces visites, maison par maison, foyer par foyer, permettaient de reprendre le contact avec la population, qui se rendait tout naturellement ensuite à la S.A.U. pour une chose ou pour une autre, alors que, quelques mois auparavant à peine, le fait de s'adresser à un représentant de l'autorité française aurait été puni de mort par le F.L.N. régnant en maître dans la Casbah.

A l'inverse, si la population se rendait de plus en plus fréquemment à la S.A.U., les représentants de l'administration avaient pu reprendre eux aussi contact avec la Casbah. Par exemple, à jours fixes dans la semaine, venaient à la S.A.U. les assistantes sociales de la mairie d'Alger. Après avoir passé en revue avec moi les cas intéressants qu'elles connaissaient ou que j'avais découverts, elles partaient faire leurs enquêtes dans la Casbah. Je pense notamment aux demoiselles Antona, deux sœurs connues pour leur dévouement. Jamais une assistante sociale, jamais un gendarme effectuant une enquête pour un relogement, jamais un makhzen de ma S.A.U. ne fit l'objet d'un attentat. La Casbah avait bien changé depuis la « bataille d'Alger ».

Un autre problème inquiétant était le chômage. Relativement facile à résoudre dans le bled, ne serait-ce que par la construction de pistes, il en allait tout autrement dans la Casbah. Il y avait là deux aspects différents : l'un à court terme, l'autre à longue échéance. Le premier : dépanner d'urgence les cas les plus désespérés. Par entente avec les chefs de S.A.U. voisins de la périphérie de la Casbah, nos ressortissants furent employés sur leurs chantiers, mais payés évidemment sur nos crédits. Le second : le véritable obstacle, le manque de qualification professionnelle. Des centres de formation furent ouverts à l'échelon de la ville d'Alger, des cours organisés, pendant la durée desquels les jeunes élèves, nourris sur place, recevaient en outre



une allocation mensuelle, modeste certes, mais qui leur permettait de ne pas être absolument démunis pendant toute la durée du cours. Beaucoup cependant, poussés par leur famille, préféraient quitter le centre de formation et s'engager immédiatement comme manœuvres sur un chantier afin de rapporter leur salaire chez eux, sans comprendre, malgré nos efforts de persuasion, qu'ils se fermaient ainsi leur propre avenir.

Pressés par les autorités et les chefs de S.A.U., certains chefs d'entreprise acceptèrent d'embaucher, sur dix ouvriers qualifiés dont ils avaient besoin, un ou deux apprentis et de les former eux-mêmes à leurs frais. Mais ce fut surtout après le 13 mai 1958. D'autres étaient beaucoup moins coopératifs. Et il y avait tant à faire, pour tant de musulmans, et on avait commencé si tard ! Si cet effort avait débuté à l'époque où cette même Casbah comptait 10 000 habitants, et de même à l'échelon de toute l'Algérie, au lendemain de la révolte de 1945, je pense que des résultats considérables auraient été atteints en dix ans et que la rébellion de 1954 aurait été évitée. Mais on s'était endormi dans une sécurité trompeuse, le calme une fois revenu, sans se poser de questions sur la cause de ces événements ni sur la conduite à tenir pour en éviter le renouvellement. Dix ans après, réveil pénible avec des problèmes dont l'acuité, l'importance et l'urgence avaient décuplé, à l'exemple de la Casbah, passée de 10 000 à 80 000 habitants. Au drame de la sous-administration, s'était ajouté celui de l'imprévoyance. Qui donc a écrit : « Rien ne sert de courir, il faut partir à point » ?

Un aspect beaucoup moins plaisant de notre activité était l'obligation, pour Roulleau et pour moi, de recevoir de temps à autre, mais trop souvent pour notre goût, la visite de personnalités, d'étudiants de métropole, de journalistes, venus, certes, pour la plupart avec la louable intention de s'informer sur place et de tenter de comprendre le problème algérien, mais qui repartaient après quelques heures ou quelques jours, persuadés qu'ils savaient désormais tout de la question. Et nous étions, la plupart du temps, atterrés en les entendant, à la fin de leur brève visite, énoncer calmement des conclusions ahurissantes. Nous les nommions les « faut qu'on » ou les « n'y a qu'à ». Une seule visite me procura, au contraire des autres, un immense plaisir par l'intérêt que mon hôte illustre, venu seul et de façon non officielle, simplement accompagné par un officier de ses amis que je connaissais également, porta à notre promenade dans la Casbah et à mes explications : ce fut celle de S.A. le prince Napoléon.

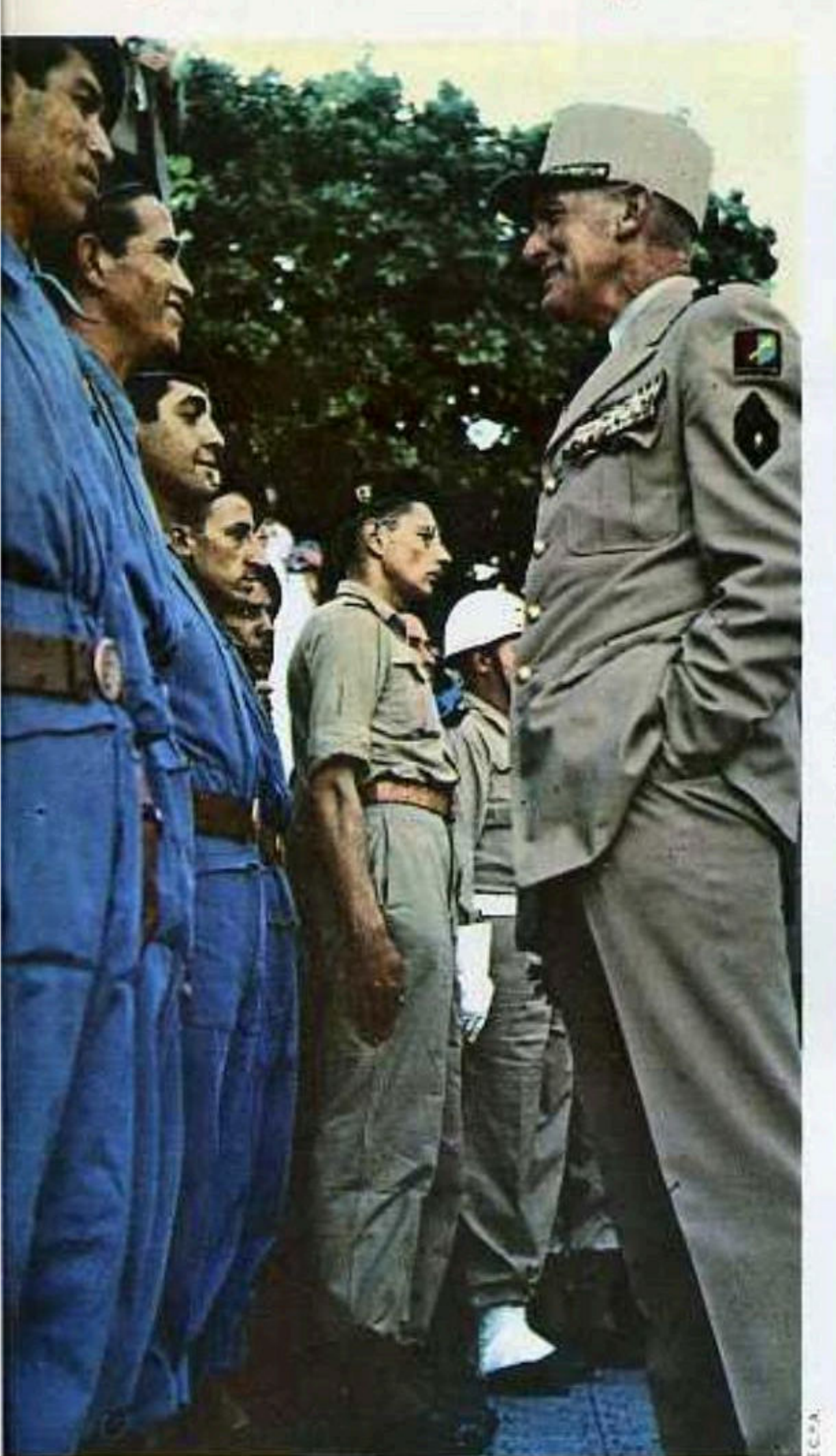
La journée du 16 mai 1958

Et c'est ainsi que le contact entre les S.A.U. et la population de la Casbah avait repris à plein rendement, lorsque survinrent les événements du 13 mai 1958. Il n'entre pas dans mon propos d'épiloguer, aujourd'hui, sur l'aspect politique de ces journées. Je ne veux en retenir ici que ce qui fut important pour les deux S.A.U. de la Casbah dans le cadre de leurs attributions.

Les 14 et 15 mai, la population musulmane ne se montra guère, préoccupée par les événements, se demandant ce qu'ils pourraient lui apporter de bon ou de mauvais. Sirvent, chef du quartier militaire de la Casbah, Roulleau et moi, dans nos S.A.U., employâmes ce temps à la rassurer, à lui expliquer ce qui s'était passé et à lui faire comprendre que si elle acceptait d'aller sur le Forum, aux côtés de la population européenne, affirmer à la France qu'elle désirait de tout cœur vivre dans une Algérie française, avec tout ce que cela impliquait pour elle-même, et dans la paix recouvrée, c'était le moment de faire pencher définitivement la bascule et de juguler à jamais l'audience du F.L.N. dans le monde.

La population de la Casbah le comprit et se décida. Et le 16 mai, derrière Sirvent, Roulleau et moi, elle se rendit au Forum. Je me retournai un instant, peu avant l'arrivée, à l'extrémité de l'avenue Pasteur, près du tunnel des Facultés et du tournant qui mène à la rue Berthe- ▶

un point délicat: l'émancipation des femmes musulmanes



Le général Allard, qui détient les pouvoirs civil et militaire du Grand Alger, félicite une délégation d'élèves musulmans moniteurs de la jeunesse en Algérie. Ils seront plusieurs centaines à la fin de la guerre.



Un des moments spectaculaires du 16 mai 1958, fête de la fraternisation : des femmes européennes arrachent leur voile aux femmes musulmanes, préfiguration de ce que seront les comités de solidarité féminine. Geste qui ne fut guère apprécié en milieu musulman...





zène : l'avenue était noire de monde sur toute sa largeur, y compris les deux trottoirs, et sur toute sa longueur jusqu'à la rue d'Isly. Bien malin qui pourrait dire s'il y avait là 20 000 ou 30 000 personnes. On peut facilement penser, en revanche, qu'à trois officiers, nous ne les avions pas amenés là de force. Je renonce à décrire l'ambiance extraordinaire, l'explosion de fraternité, à notre arrivée sur le Forum, Européens et musulmans se jetant dans les bras les uns des autres et s'embrassant en riant et pleurant tout à la fois. Oui, vraiment, à ce moment-là, j'ai bien cru que « ça y était ». Cette explosion ne pouvait être prévue. Personne ne peut orchestrer les réactions de la foule. Celle-ci a donc été sincère.

Quelques jours après, un journaliste m'a demandé : « Les pieds-noirs acceptent donc les musulmans pour frères. Mais les voudraient-ils pour beaux-frères ? » Je pense qu'on peut vivre en bonne intelligence avec ses voisins de palier sans forcément épouser leur fils ou leur fille. La question n'enlève rien à la température de ces journées ni à l'enthousiasme des deux communautés. Le F.L.N. ne s'y trompa pas, qui ne troubla en aucune façon toute cette période, considérant qu'un attentat dans cette foule aurait constitué le meilleur moyen de cimenter encore plus contre lui, si faire se pouvait, l'entente retrouvée des deux communautés.

Pendant plusieurs jours, les manifestations continuèrent. Aux populations de la Casbah, de Mahieddine, du Clos-Salembier, de Belcourt et des autres S.A.U. d'Alger se joignirent celles de tous les centres urbains et des douars de la périphérie d'Alger. C'est alors que quelqu'un eut l'idée de faire participer les musulmanes au mouvement, afin, dans



Paris Match

◄ Il y eut sans doute l'engouement, mais un engouement complexe, où il entrait de la curiosité et l'occasion pour beaucoup de femmes musulmanes de sortir de la claustration dans laquelle les tenaient souvent les coutumes ancestrales. Ce fut une sorte de libération.

l'Algérie nouvelle qui se dessinait, de hâter leur émancipation. Je dois dire ici que Roulleau et moi, tous deux anciens des affaires indigènes du Maroc et connaissant bien la mentalité musulmane, n'avons jamais donné notre accord à cela. Un tel mouvement et une telle émancipation, je le soutiens encore, ne devaient trouver leur origine que dans la volonté de la communauté musulmane elle-même. Nous avons toujours affirmé que des délégations de femmes venant publiquement se dévoiler sur le Forum choqueraient indiciblement les musulmans, et qu'il n'était pas question, pour gagner les voix des femmes, de perdre celles des hommes. J'ajoutai que la S.A.U. de la basse Casbah comptant sur son territoire les maisons accueillantes bien connues d'Alger, nos détracteurs, à savoir les propagandistes F.L.N., ne manqueraient pas de dire que nous avions emmené au Forum les pensionnaires du « Chat-Noir » et du « Chabanais », aucune autre musulmane ne pouvant accepter de se dévoiler en public. Il nous fut répondu que les musulmanes, dans leur ensemble, ne pouvant que souhaiter leur émancipation, seraient de tout cœur avec les autorités françaises si nous leur facilitions la tâche et que, par leur nombre, elles finiraient par convaincre et faire céder les musulmans hésitants ou récalcitrants. Bref, un ordre étant un ordre, il fallut l'exécuter, mais le résultat fut maigre, ce qui ne me surprit pas ; en revanche, la courbe des divorces, ou plus exactement des répudiations, monta sensiblement dans les foyers musulmans à la suite de ces manifestations féminines.

Les comités de salut public furent créés. Notamment celui de la Casbah. Sirvent reçut la carte n° 1, Roulleau le n° 2, moi le n° 3. De ceci encore je ne veux retenir que ce qui nous permit de mieux remplir notre tâche administrative dans le cadre de nos deux S.A.U. par des réunions plus fréquentes encore avec les membres musulmans du Comité de salut public. Un gros effort fut fait pour la jeunesse dans tous les domaines, y compris les loisirs. Par exemple, aux premiers jours de chaleur, les camions des zouaves embarquèrent les jeunes par fournées entières pour les emmener à la plage.

Une idée de Mme Massu

C'est alors que la générale Massu eut l'idée juste, en ce qui concernait la population féminine musulmane et les efforts à entreprendre en vue de son émancipation, sous la forme de la création de clubs féminins.

Roulleau ayant, entre-temps, pris la direction des S.A.U. de l'arrondissement d'Alger, j'avais pris ses consignes à la basse Casbah, rue Emile-Maupas, et j'avais désormais la responsabilité des deux S.A.U., celle de la haute Casbah passant aux mains d'un jeune officier de réserve, intelligent, actif et dynamique. Autant l'idée des musulmanes au Forum m'avait rebuté, autant la création d'un club féminin me séduisit. Et je mis à sa disposition une salle de mon palais. Désormais, les musulmanes et les animatrices européennes, presque toutes amies et collaboratrices bénévoles de Mme Massu, brûlant depuis le 13 mai de se rendre utiles et de travailler au rapprochement des deux communautés, se réunirent plusieurs fois par semaine à ma S.A.U. Travaux de couture, thé pris en commun, servaient de cadre à des discussions sur les problèmes intéressant les femmes, les petits soucis quotidiens de la ménagère et mère de famille, les questions relatives à l'émancipation de la femme musulmane et à son rôle futur dans l'Algérie à venir. La devise de la générale Massu était : « Nous enrichir de nos différences mutuelles ». L'une des animatrices du club, Mme Gavignet, ►

création de "comités de solidarité féminine" un succès qui autorisait tous les espoirs

se prit tellement d'intérêt pour cette tâche qu'elle vint tous les jours à ma S.A.U., même en dehors des réunions du club, et je finis par la considérer comme mon adjointe pour les questions féminines.

Bon sens, bon cœur et bonne volonté suppléaient à son manque de connaissance du milieu musulman. Bref, Mme Gavignet et le club féminin obtenaient des résultats remarquables. Autant j'étais persuadé auparavant que nos efforts avaient commencé trop tard, autant je m'étais repris à espérer depuis le mois de mai, et j'avais la conviction que tout était désormais encore possible.

Le référendum

Puis vint le premier référendum qui suivit le retour du général de Gaulle au pouvoir. Ce ne fut pas une mince affaire que d'organiser le bureau de vote à la Casbah. Pas un jeu d'enfant, non plus, que d'expliquer à nombre d'administrés comment faire pour voter et les irrégularités à éviter pour que le vote soit valable. J'eus du mal notamment à convaincre un vieux musulman qu'il était inutile de coller un timbre sur son enveloppe avant de l'introduire dans l'urne...

Les résultats dépassèrent les prévisions les plus optimistes. La confiance était accordée au chef de l'Etat, en ce qui concernait sa politique algérienne, à un pourcentage incroyable, et ce, dans la Casbah qui avait été peu avant le fief de Yacef Saadi et d'Ali la Pointe.

La commune d'Alger devait être divisée en plusieurs délégations spéciales. Nos contacts étroits avec la population musulmane, notamment à la suite des réunions du Comité de salut public, nous avaient permis de situer quelques personnalités fort capables d'être nommées à la tête de la future délégation spéciale de la Casbah.

Les grands problèmes, la jeunesse, la formation professionnelle, les chantiers de chômage, l'émancipation féminine, le relogement, étaient sur les rails et progressaient de façon satisfaisante, eu égard au peu de temps qui nous avait été imparti depuis la fin de la « bataille d'Alger » et l'implantation des S.A.U. dans la Casbah.

J'étais alors, entre les affaires indigènes du Maroc et les affaires algériennes, « hors cadre » depuis près de sept ans. Il convenait de reprendre contact au plus tôt avec un régiment. Ma mutation arriva peu après les résultats du référendum. Je quittai la Casbah au milieu d'octobre 1958 en pensant que Roulleau et moi y avions fait de bon travail et que la solution définitive du problème algérien était désormais en vue.

Je ne pouvais prévoir, évidemment, comment les futurs et successifs changements de direction de la politique algérienne du gouvernement réduiraient à néant ces résultats et ces espérances, alors que le référendum avait plébiscité son programme sur une orientation bien précise et bien française. Mais ceci — hélas ! — est une autre histoire. H

Capitaine PFIRRMANN

Partout se constituèrent des comités de solidarité féminine, où musulmanes et chrétiennes se côtoyaient, cherchant à se mieux connaître, et à s'enrichir de leurs mutuelles différences. Les résultats furent probants.



Marguerite Sy



Photo Képi blanc

A gauche, carte en main, le colonel Jeanpierre, tué en opération le 29 mai 1958, près de Guelma.

Le 29 mai à 15 heures le colonel Jeanpierre est tué au combat...

Le 29 mai 1958, le 1er R.E.P. est en opération au sud de Guelma. A 14 h 30, le colonel Jeanpierre survole longuement, et à basse altitude malgré le feu de l'adversaire, une compagnie accrochée sur les pentes du djebel Taya. Brusquement, à 15 heures, l'appareil, touché, s'abat. Le pilote et le mécanicien sont très grièvement blessés, Jeanpierre est tué.

Ainsi disparaît un chef entré vivant dans la légende de la légion étrangère.

Né à Belfort, il s'engage à dix-huit ans. A sa sortie de Saint-Maixent, il choisit la légion.

La guerre le trouve au Levant : il combat à Merdjaïoun. Revenu en métropole, il rejoint la Résistance ; le 19 janvier 1944, commandant un groupe de résistants, il tombe dans un guet-apens près de Compiègne ; il est déporté à Mauthausen.

Libéré, il rejoint aussitôt la légion. En juillet 1948, il est affecté, en Indochine, au 1er bataillon étranger de parachutistes. Il combat en Cochinchine, en Annam et au Tonkin. En octobre 1950, c'est la bataille des frontières, où le 1er B.E.P. se sacrifie pour contenir les régiments viet-minh. Seuls Jeanpierre et une trentaine d'hommes, à travers la jungle, rejoignent Lang Son.

Après un séjour à Mascara, à la tête du 2/1er R.E.I., c'est de nouveau l'Indochine, où il reconstitue le 1er B.E.P., disparu dans la bataille de Dien Bien Phu.

Février 1955 le trouve dans les Nemencha. Le bataillon devient régiment. Jeanpierre y reste comme adjoint.

Novembre 1956 : Égypte, Port-Fouad ; printemps de 1957, redevenu chef de corps, il participe à la « bataille d'Alger », opère dans l'Algérois, revient à Alger, où il arrête Yacef Saadi, le commandant de la zone autonome d'Alger. Il est blessé au cours de l'opération.

En novembre 1957, le commandement l'envoie protéger les premiers convois de pétrole qui quittent Hassi-Messaoud pour Bougie.

Puis c'est la lutte sur le barrage face à la Tunisie. En quatre mois, le régiment Jeanpierre mettra 1 535 rebelles hors de combat et récupérera 1 168 armes de guerre, dont 112 automatiques.

Le lieutenant-colonel Jeanpierre sera fait grand officier de la Légion d'honneur.

Le 6 juin 1958, au petit matin, devant un peloton de légionnaires à béret vert, de Gaulle, longuement, se recueillera sur sa tombe au cimetière d'El-Halia.

MISSION DULAC A COLOMBEY

Le général André Dulac, chef d'état-major, puis adjoint de Salan, de 1956 à 1958. Il rencontre de Gaulle à Colombey, le 29 mai.

« Il faut sauver la baraque !... »

A deux reprises, sur un ton grave et pénétré, le général de Gaulle répète cette phrase devant son interlocuteur, le général Dulac. A travers les baies du bureau, on découvre les pelouses en fleurs, les frondaisons emplies du pépiement des oiseaux de « la Boisserie ». Mais il s'agit bien d'images printanières en ce 28 mai 1958 ! Le navire France menace de sombrer dans la tourmente et il faut à présent calmer les flots déchaînés, comme le dit, en d'autres termes, le solitaire de Colombey.

Celui-ci a voulu recevoir un représentant du général Salan pour être informé exactement de l'état des forces prévues par le plan « Résurrection », ainsi que des problèmes posés par leur emploi et leur entretien. Le gouvernement ne s'est pas opposé à la mission de cet envoyé exceptionnel, mission pour laquelle le délégué général en Algérie a désigné son adjoint.

Trente années d'expérience, le Maroc, le Levant, la Résistance, la D.G.E.R., le Tonkin à la tête du groupe mobile nord-africain, ont valu au général André Dulac, passé la cinquantaine, de se retrouver en Algérie auprès de Salan. Les deux hommes ont pu s'apprécier en Indochine et l'estime qu'ils se portent n'a ▶



de Gaulle est acquis au plan "Résurrection"

d'égale que la confiance qu'ils se manifestent.

Le général Dulac se trouve en métropole pour y régler des affaires personnelles lorsque se produit l'explosion du 13 mai. Ce jour-là, bavardant avec deux amis, il leur affirme qu'il n'y a rien à redouter. Il rappelle le précédent de la loi-cadre : il avait suffi, alors, de mettre en place un dispositif de maintien de l'ordre rigoureux pour que s'évanouît toute menace de manifestation sérieuse.

— Ce sera la même chose cette fois-ci, leur dit-il.

Lorsque, plus tard, ses amis, gentiment moqueurs, lui rappelleront ses propos, l'adjoint de Salan conviendra que, décidément, nul n'est prophète en son pays.

Dans la soirée du 13, l'oreille collée à la radio, comme tous les Français, le général Dulac est stupéfié par ce qu'il apprend : la prise du Gouvernement général, la foule en délire sur le Forum, Massu à la tête d'un Comité de salut public... Comme il regrette d'être là, impuissant, alors que son patron, plus que jamais, a besoin de lui à ses côtés !... Il l'imagine en butte à la redoutable pression que l'émeute ne peut manquer d'exercer sur lui. Il souhaite pouvoir le rejoindre rapidement et « monte » à Paris pour y chercher, avec un ordre de mission, un problématique avion.

Dans la capitale, Dulac va de service officiel en service officiel. Un peu partout il rencontre la confusion, le désarroi. Il se retrouve « en plein cirque », note-t-il. Pflimlin a voulu le voir avant qu'il regagnât Alger :

« Le général Salan appelle au pouvoir le général de Gaulle, lui dit le président du Conseil. Mais celui-ci ne peut assumer de responsabilités gouvernementales en l'état actuel des choses. Il n'a rien à y voir. D'ailleurs, il est dans notre intention de faire pour l'Algérie tout ce qui doit être entrepris pour faciliter la tâche des responsables de la lutte contre la rébellion... Je vous demande de dire au général Salan que nous n'avons pas l'intention de sévir avec rigueur contre les officiers et les fonctionnaires qui ont adopté le parti des émeutiers. Ils se sont égarés : l'essentiel est qu'ils cessent au plus tôt leur incartade (1). »

Pflimlin dit ensuite au général Dulac sa conviction — déjà maintes fois exprimée par lui et par d'autres — de voir une tentative de coup de force du général de Gaulle déboucher sur une grève en métropole, puis sur l'instauration d'un Front populaire. Il conclut : « Dites au général Salan que le gouvernement continue à lui faire confiance et que nous savons qu'il saura rétablir l'ordre. »

Le général Dulac fait observer au président du Conseil qu'il ne suffit pas, dans les circonstances du moment, de rappeler le respect dû à la loi. Renverser la vapeur en Algérie, à présent, lui semble impossible. Peut-il, plus clairement, faire comprendre son point de vue au second personnage de l'Etat, à savoir qu'à son avis le gouvernement doit s'effacer pour que le calme revienne et qu'une certaine évolution suive son cours ?

Le souci de Salan : demeurer dans la légalité

Le lendemain matin, avant de s'envoler de Villacoublay, Dulac est reçu par le général Ely, chef d'état-major de l'armée. Ce dernier lui montre la lettre de démission qu'il vient de rédiger, une lettre empreinte de dignité, de fermeté. Le général Ely ne peut accepter le refus obstiné du gouvernement de faciliter le retour aux affaires du général de Gaulle. Il aime mieux s'en aller.

Et Dulac se retrouve à Alger. Il rejoint aussitôt le général Salan. Celui-ci lui paraît tenir parfaitement le coup au milieu de la tourmente. Il le trouve lucide, maître de ses nerfs, faisant preuve d'un grand sang-froid et, notera-t-il, « comme toujours dans les grandes occasions, extrêmement habile... Son calme, son adaptation aux circonstances, son apparent optimisme, lui confèrent une dimension extraordinaire (2). »

(1 à 6, 8 et 9) Cité par le général André Dulac dans *Nos guerres perdues* (Fayard).



Marques/Paris-Match



Le souci de Salan, observe Dulac, c'est de demeurer dans la légalité. Aussi est-il mécontent, préoccupé par la présence de Jacques Soustelle à Alger. Un parlementaire — et, qui plus est, de la taille de celui-ci —, clandestinement débarqué à Alger et s'imposant dans son entourage !... Quel fardeau pour le délégué général ! Et puis qu'en faire à présent ?... Dulac résume ainsi la position de Salan pendant ces heures cruciales : « Le général de Gaulle doit être appelé au pouvoir, un point c'est tout. C'est au président de la République et aux assemblées qu'il appartient de déterminer les voies et moyens pour parvenir à ce résultat (3). »

E.C.P.A.

Mis au fait par ses *missi dominici* de la volonté sincère des hommes d'Algérie de faire passer l'intégration dans les faits, de Gaulle, qui semble convaincu, conclut : « Il faut sauver la baraque ! » Et il ajoute : « Dites au général Salan que ce qu'il a fait et ce qu'il fera, c'est pour le bien de la France ! »

Gamma







Contrastant avec les tumultes de la Ville blanche, « la Boisserie » est un havre de paix provinciale, où le général de Gaulle a tourné en rond pendant quatorze ans. Puis Dulac arrive...

Dulac raconte son arrivée à Colombey : « J'aperçois, dans un coin, près d'une fenêtre, Mme de Gaulle en train de travailler. » Dans son récit, le général est déjà à son bureau. Il l'accueille avec cordialité.





« Bonjour, Dulac, comment va le général Salan ? Est-il vraiment maître de la situation ? » Plus tard, faisant allusion aux partis, il dira : « Ils ne veulent pas de De Gaulle. Alors, que faites-vous ? »

Le 27 mai, dans la soirée, Salan annonce à son adjoint que, le général de Gaulle souhaitant recevoir un représentant du délégué général, il l'a désigné, lui, Dulac, pour se rendre à Colombey. A 1 heure du matin l'émissaire décolle de Maison-Blanche dans un Dakota sommairement aménagé. L'officier général est anxieux : il mesure l'intérêt et l'importance de la mission qui lui est confiée. Et puis, s'il a déjà été présenté au prestigieux général, il n'a jamais eu l'occasion de lui adresser la parole.

Le fidèle Gaston de Bonneval est venu attendre le visiteur à Villacoublay. Il l'accompagne lui-même à Colombey. A « la Boisserie », le général Dulac traverse le salon où, près d'une croisée, petite silhouette effacée, discrète, Mme de Gaulle est plongée dans un ouvrage de dame. Bonneval lui ouvre la porte du cabinet de travail. Le soleil inonde de sa lumière les murs tapissés de livres. Le général est là, debout, derrière la table de travail installée devant une large baie. Il s'avance, main tendue et lance, cordial :

— Bonjour, Dulac. Alors, comment va le général Salan ?

Le chef d'état-major assure son hôte que Salan résiste à sa manière, c'est-à-dire fort bien, au cœur du maelström qui a saisi Alger et ses responsables, au milieu des visiteurs, des conseilleurs, des comités qui l'assaillent. Ses écrasantes responsabilités, le rythme inhumain auquel il est soumis ne lui ont pas fait perdre ses moyens.

— Demeure-t-il maître de la situation ? questionne de Gaulle. Lui obéit-on parfaitement ?

Dulac mesure dans cette question le souci du général de savoir si l'explosion du 13 mai ne risque pas d'être exploitée par d'autres que Salan et l'équipe des gaullistes conduite par Delbecque. L'émissaire, bien entendu, s'empresse de le rassurer.

De Gaulle : " Je veux être appelé comme un arbitre "

Il est vrai que Salan n'a pas la partie facile. Il doit manœuvrer avec finesse entre mille écueils : le Comité de salut public, certains éléments néo-fascistes, les militaires attachés à la République, les gaullistes qui présentent le retour de l' « Homme du 18-Juin » au pouvoir comme la seule solution au problème de l'heure... Le « Mandarin », dont l'habileté est légendaire, n'est-il pas homme à sortir vainqueur de cette passe ?

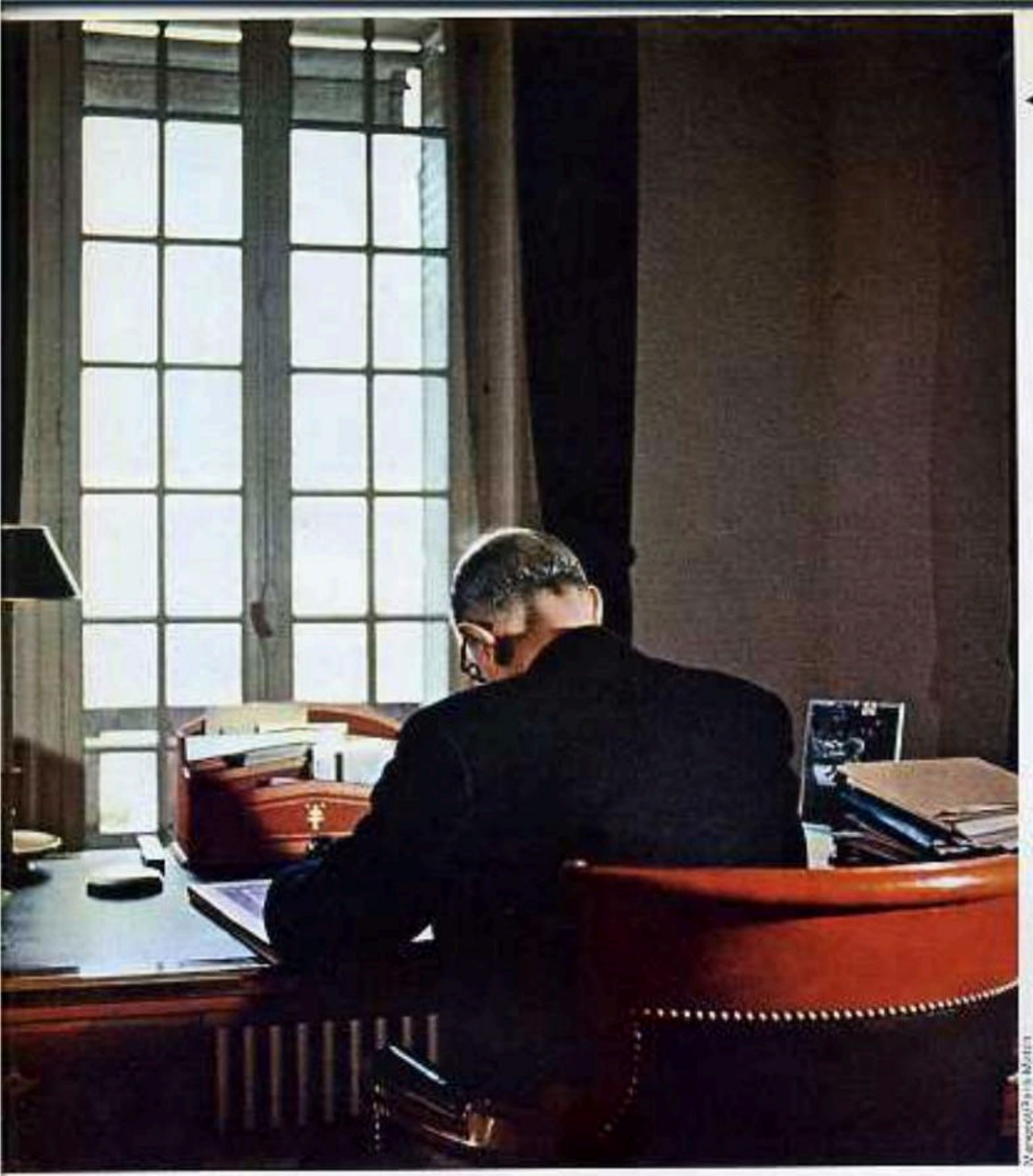
De Gaulle reste un instant silencieux. Puis il fait allusion à l'hostilité que lui manifeste la S.F.I.O. et surtout son leader, Guy Mollet. Ce dernier n'a-t-il pas invité publiquement l'ermite de Colombey à répondre à un certain nombre de « questions qui sont autant de gestes de défiance à son égard » ?

— Ils croient, ou ils feignent de croire que je veux instaurer la dictature en France. Alors que j'ai rétabli les libertés publiques. Voyez-vous, Dulac, « ils » n'aiment pas de Gaulle. Ils ne veulent pas de lui. Dans ces conditions, qu'allez-vous faire ?

L'adjoint de Salan développe alors devant le général l'ensemble du plan « Résurrection ». Il en indique les différentes phases, donne des détails, cite des chiffres. Deux régiments venus d'Alger, le 3e R.C.P. et le 1er R.C.P. et un autre venu de Toulouse doivent sauter sur Paris. Massu commandera l'opération avec, pour adjoints, les colonels Ducasse et Trinquier.

— Les moyens que l'on envisage de mettre en œuvre me paraissent faibles, déclare de Gaulle, qui ajoute : A quel moment débarquera Salan, d'après votre plan ?

Dulac lui répond que le délégué général doit arriver avec la première vague.



◄ **Et le général Dulac raconte encore : « Nous l'avons quitté pour reprendre notre périple, et nous voici volant vers cet Alger où se prépare l'opération *Résurrection.* »**

il reviendra "en arbitre, non en factieux"

en compagnie de Massu. De Gaulle dit alors :

— Je ne veux pas apparaître tout de suite, pour ne pas sembler revenir du seul fait de cette action de force. Après quelques jours, je veux être appelé comme un arbitre venant, à la demande de tout le monde, prendre la direction du pays pour lui épargner des déchirements inutiles. Il faut que j'apparaisse comme l'homme de la réconciliation et non comme le champion d'une des factions en train de s'affronter (4).

Le général en vient à parler ensuite de sa protection personnelle. Il envisage l'éventualité d'un enlèvement. Que peut-on faire pour mettre de Gaulle à l'abri d'un coup de main ? Dulac répond qu'il ne doit pas être très difficile de larguer un ou deux commandos de l'air dans la campagne environnant « la Boisserie ». Ceux-ci, bien choisis, veilleraient sur sa personne, assurant efficacement sa sécurité.

Puis le visiteur tente d'amener la conversation sur Jacques Soustelle. Mais son hôte élude et passe à un tout autre sujet. Dulac s'en étonne. En revanche, le général se montre curieux de cette « fraternisation » spectaculaire qui a amené, le 16 mai, Européens et musulmans à s'embrasser sur le Forum d'Alger. Sur quel programme s'est fait cet accord ? demande-t-il. L'émissaire du délégué général répond que c'est l'intégration qui a permis ce miracle. Il surprend fort de Gaulle lorsqu'il lui dit qu'Alain de Sérigny, le chef de file des ultras, s'est rallié à cette formule, lui qui, si longtemps, s'est fait le champion du *non* à toute idée d'évolution.

— Eux parlent, moi, j'agirai, dit de Gaulle.

Mais le général revient à la chose qui, pour l'heure, le préoccupe le plus : le plan « Résurrection ». Il en réexamine les points principaux, passant en revue certains détails. Puis il exprime un regret :

— Tout de même, dit-il, il eût été immensément préférable que mon retour aux affaires se fût effectué par la voie du processus (5).

Il se lève et lance :

— Dites au général Salan que ce qu'il a fait, ce qu'il fera, c'est pour le bien de la France (6).

Pour l'envoyé du délégué général, il ne fait pas de doute que, par cette phrase, de Gaulle donne carte blanche à Salan pour mettre en œuvre le plan « Résurrection » ou, au contraire, pour l'annuler. Ainsi Salan peut-il, pour l'instant du moins, se considérer comme l'arbitre de la situation et faire évoluer celle-ci dans le sens qu'il jugera bon.

Sauver la baraque...

L'entretien a duré une heure environ. Lorsqu'il s'achève, le général accompagne son visiteur dans la salle à manger de « la Boisserie ». Au cours du déjeuner, il s'attarde à discuter en sa compagnie des problèmes de l'heure. Et il répète, avec une sorte d'obstination inquiète : « Il faut sauver la baraque... Il faut sauver la baraque... (7) »

Ainsi le général Dulac rapporte-t-il de Colombey-les-Deux-Eglises un blanc-seing destiné au commandant supérieur en Algérie. Dans l'avion qui le ramène vers la Ville blanche, l'émissaire forme le vœu que « Résurrection » ne soit pas nécessaire. L'opération lui paraît trop lourde de conséquences.

Par la radio de bord, il apprend que la S.F.I.O. a modifié sa position quant à un éventuel retour au pouvoir du général. Dans ces conditions, Dulac a la certitude que Salan ne laissera pas se produire un coup d'Etat militaire. Il saura résister aux pressions qui ne manqueront pas d'être exercées sur lui.

Et de fait, « le général sera littéralement assailli par les partisans les plus acharnés de l'expédition sur Paris, écrira plus tard Dulac (8). Ils le supplieront de ne pas laisser inemployé l'appareil opérationnel mis en place au prix, c'est indiscutable, d'efforts et de risques considérables. Ils parleront du coup porté au moral des unités pressenties et de leurs cadres et de la difficulté que tous auront à comprendre la brusque reculade du haut commandement, etc. Mais, fait capital et historique, le général Salan tiendra bon... »

Il laissera « se développer l'action entreprise à Paris par René Coty, dont il attend que, par des voies pacifiques, on parvienne à faire cesser l'état hors du commun dans lequel sont placées l'Algérie et l'armée (9) ». H

Pierre-Albert LAMBERT

(7) Le général de Gaulle, dans ses *Mémoires d'espoir* (Plon) rapportera cette entrevue en quelques lignes : « ... Le général Dulac, accompagné de plusieurs officiers, viendra à Colombey pour me dire, de la part de Salan, que, si à très bref délai je ne prends pas le pouvoir, le commandement ne pourra pas empêcher un déferlement militaire sur la métropole. »

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*	Dessinateur : *John Batchelor*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*	Fabrication : *Roger Brimeur*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*	Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*	Adjoint : *Charles Meyer*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*	Assistantes : *Chantal de Pisson*, *Françoise Rose*
Administration : *Christian Clerc*	Relations publiques : *Claude Bénédick*
Maquettiste : *Claude Rebelo*	Abonnements : *Jean Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS 14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311 Publi Réf. 581
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 21, rue de la Tombe-Issoire, PARIS 14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 7728-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES - Tél 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
153 FF - 1 580 FB - 158 FS - Autres pays : 198 FF
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF

RELIURES :
FRANCE : 13 F chez tous les dépositaires ou France.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de F.A.M.P., 1, rue de la Petite-Île, 1070 BRUXELLES CCP 416 69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 49e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en [illegible] deux numéros par mois.
5° Toutes nos [illegible] par conséquent d'un [illegible]
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, [illegible]), envoyez-nous l'étiquette collée sur votre dernier envoi [illegible]
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

ÉCRITS ET DÉCLARATIONS (Mai 1958)

« Nous sommes en face d'une révolution. Nous avons une heure pour prendre des mesures qui sont l'état de siège, l'arrestation des suspects, la destitution des militaires indisciplinés. Ensuite, il sera trop tard » (René Pleven, le 14 mai).

« La République continue. Paris n'a pas capitulé devant Alger. L'investiture accordée à M. Pierre Pflimlin nous aura épargné cette dernière honte. Et maintenant, face au pronunciamiento, il faut que la gauche française ressuscite ; nous ne devons pas avoir d'autre pensée politique » (François Mauriac dans l'Express du 15 mai).

« Le général de Gaulle a parlé une seconde fois pour ne rien dire [...]. Les gens raisonnables attendaient de lui qu'il apparût sous le jour du véritable sauveur, car c'est lui le dernier espoir qui reste à la France. Mais il a persisté dans la confusion ne sachant que dire ni quelle orientation prendre » (As Sabah, repris par la Dépêche tunisienne du 21 mai).

« Pour la France, les événements d'hier ouvriront presque certainement une période aussi grave que celle qui a suivi l'attaque de Hitler en 1940, il y a dix-huit ans et un jour exactement. On ressent aux États-Unis un sentiment de soulagement. Quoi qu'il arrive, l'abcès algérien a été percé » (Washington Post du 15 mai).

« Je suis frappé par l'analogie de l'insurrection d'Alger avec les débuts du franquisme en Espagne. Un tel soulèvement peut donner des craintes pour l'avenir. Souhaitons que le gouvernement légal que la France vient de se donner ait l'énergie nécessaire pour reprendre la situation en main » (déclaration de M. Dehousse, président de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe, le 15 mai).

« Depuis la déclaration du général de Gaulle, dans laquelle il se déclare prêt à assumer les pouvoirs de la République, jusqu'aux actes du général Massu en passant par les discours du général Salan, nous constatons une parfaite unité morale » (Informaciones de Madrid du 16 mai).

« La France ne peut ni ne veut se séparer de l'Algérie. L'Algérie ne peut ni ne veut se séparer de la France métropolitaine. L'incompatibilité cependant est totale entre les hommes qui se sont installés à Alger poussés par la foule, soutenus par l'armée, acclamés par le pays algérien tout entier, et ceux qui, à Paris, entendent exprimer une majorité parlementaire et, au-delà, un système d'institutions » (Michel Debré, dans le Courrier de la colère du 22 mai).

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



L'INSURRECTION GAGNE LA CORSE

Sommaire

● **Le général Salan en Algérie**
Des témoins nombreux ont apporté leur contribution à l'histoire du 13 Mai. L'un d'eux, qui fut l'adjoint et le confident du commandant en chef au cours de cette période, nous décrit la participation de l'armée à l'insurrection et comment le contrôle des manifestants fut assuré par Salan.

● **Après Alger, la Corse**
Le ministre de l'Intérieur, Jules Moch, apprend que, d'Algérie, des parachutistes se préparent à se rendre en Corse. Il dépêche dans l'île des unités des forces de l'ordre. Elles sympathiseront bientôt avec les parachutistes, tandis que l'installation d'un comité de salut public à Bastia fait la « une » des journaux de la métropole.

● **Mort de la IVe**
La période du 20 mai au 1er juin, date de l'investiture du général de Gaulle, est marquée par l'impossibilité pour le président Pflimlin de gouverner. Finalement, le président de la République, René Coty, met toute son autorité dans la balance. Il intervient pour accélérer le dénouement de la crise et adresse, par une procédure exceptionnelle, un message au Parlement.

● **La guerre civile**
Les manifestations se multiplient en Algérie, en Corse, en métropole. Cependant, dans les djebels et sur l'ensemble du territoire, l'armée, dans sa grande majorité, au milieu de l'agitation et de l'effervescence, se consacre à sa mission de guerre et de pacification. Un soldat parmi les 400 000 qui se trouvaient alors en Afrique du Nord nous raconte sa vie en poste.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 255 - 23 octobre 1972.

14 MAI 1958 — Le numéro : 30 francs — 39e ANNEE. — N° 1.960







Journal satirique paraissant le mercredi

Fondateur : Maurice MARECHAL — Pierre BENARD, ancien rédacteur en chef (1936-1946)

EDITION SPECIALE

16 MAI 1958 — Le numéro : 30 francs — Supplément au n° 1.960



Le Canard enchaîné

...au pouvoir !

Journal satirique paraissant le mercredi

Fondateur : Maurice MARECHAL — Pierre BENARD, ancien rédacteur en chef (1936-1946)

LES REBELLES OCCUPENT ALGER !

ALGER : le marais Salan

LES ultras d'Alger chauffés à bloc par M. de Sérigny se lancent mardi, sur le coup de 18 heures, à l'assaut Résidence.

En moins de deux celle-ci a été investie.

Neuf heures avant M. Pflimlin.

Aussitôt le "comité de salut public" constitué, le Massu y alla de sa petite proclamation.

Après quoi il expédia un mot à Coty, histoire de savoir que ledit comité était présidé par "Moi généra

Un général ça dit "moi".

Un maréchal ça dit "nous".

Nuance.

Une question se pose : où est M. Robert Lac

Il est impossible de mettre la main dessus.

Lui qui est à la base de toute l'affaire il a d par enchantement.

Il est parti sans laisser d'adresse.

On a perdu Bob.

Bonne récompense est promise à qui le retr

On sait par contre où est M. Soustelle.

Il est chez lui les deux pieds dans ses pan

Le général Massu l'attendait bien à Alger, où il s'apprêtait à prendre l'avion des mess chapeaux melons et portant aux pieds des gentiment fait savoir qu'il ferait mieux d'

Afin de pouvoir être protégé adressé des lettres de

Comme

"Moi, général Massu..." ...Et moi soldat Bidasse !

... événements vus par un jeune maintenu

... la République. On nous a tous fourrés au bloc, et on a comme une idée que ce n'est pas demain qu'on va nous filer la croix de la Valeur militaire, comme à Bob. Après tout, ils n'avaient qu'à préciser qui ils entendaient par "rebelles" !

11 heures. — Au "chose", y'a un copain, qui n'est pourtant pas du genre optimiste, qui nous dit : "D'ici que ce soient les fellagas qui viennent nous délivrer !"

Ce serait pour ainsi dire marrant.

En attendant la quille, on espère plutôt que Pflimlin les prendra de vitesse.

Quand il aura désarmé les colons — ceux à cinq ficelles, bien entendu.

p. c. c.

Gabriel Ma...

Purée des coqs

PETIT MANUEL CIVIQUE

indispensable à MM. les Préfets et, de façon générale (voire maréchale), à tous les gardiens de l'ordre et agents de l'autorité.

Ouvrage agréé par la Présidence de la République et enrichi d'images explicatives

QUESTIONNAIRE

Je vous amène un rebelle !

La truffe

Les victoires à la Massu...

LE général Massu concluait ... son premier commu... que par ces ... phants :

"Nous ...

Le "Canard" au Forum

LA FAMILLE HERNANDEZ AU FORUM

Le Canard enchaîné, *sous presse dans la nuit du 13 au 14 mai, ne manque pas d'informer rapidement ses lecteurs des événements d'Afrique du Nord par une édition spéciale. Si les initiatives du général Massu lui ont échappé (il attendait le colonel Bigeard), il devancera l'événement en annonçant l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle plus de deux semaines avant son investiture.*